

EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS COMMUNISTES

L'APPLICATION DES DROITS CIVIQUES

La Yougoslavie accuse «certaines forces» de vouloir la mêler à la confrontation entre les blocs

De notre correspondant

Belgrade. — La pétition que des citoyens — servant au nombre d'une soixantaine — ont adressée à la Cour constitutionnelle pour exiger la révision de l'article 43 de la loi sur le droit de délivrer ou de ne pas délivrer un passeport (le Monde du 4 février) et les déclarations de M. Djilas à la presse américaine sur le non-respect des droits de l'homme en Yougoslavie ont été évoquées, le 10 février, lors de la conférence de presse hebdomadaire du parti — parole du secrétaire des affaires étrangères, M. Kalesnik. C'est à l'occasion de cette conférence que M. Kalesnik a déclaré vouloir lancer de cette manière une campagne contre la Yougoslavie pour l'«épuration» et la confrontation entre les deux blocs sur l'application des engagements pris à Helsinki. «La Yougoslavie, a-t-il dit, est un pays qui a été et qui est toujours opposé aux tentatives de confrontation entre les blocs. Elle continuera à s'opposer à toute tentative d'être entraînée dans une telle campagne et d'en devenir l'objet».

M. Kalesnik a cependant confirmé l'existence de la pétition. Il a affirmé que la Cour constitutionnelle était seule habilitée à se prononcer sur le caractère constitutionnel de l'article 43 de la loi sur les passeports. La pétition elle-même n'a rien d'illégal, mais l'exploiter pour lancer à l'étranger est «inacceptable», a-t-il dit. Les autorités compé-

En Union soviétique

M. Youri Orlov est en état d'arrestation déclarent à sa femme les services du procureur

De notre correspondant

Moscou. — Interpellé jeudi matin 10 février, M. Youri Orlov, l'un des fondateurs du comité pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, n'avait pas été relâché, ce vendredi 11 février. Selon sa femme, M. Orlov est en état d'arrestation (1). C'est ce qu'il aurait été dit, jeudi, par les services du procureur. La nouvelle n'est pas confirmée de source officielle.

Orlov, un scientifique — il est membre correspondant de l'Académie des sciences d'Arménie — est sur les listes noires des organes de sécurité, depuis qu'il a été, en mai 1976, le comité pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, avec la femme de M. André Sakharov, le général Grigorenko, Mme Alexeïeva, MM. Alexandre Guinebourg et Anatole Marchenko. Une semaine après la création de ce comité, M. Orlov avait été arrêté dans la rue et conduit au siège du K.G.B. où on lui avait fait savoir que «ses actions compromettaient les relations entre la URSS et les pays occidentaux». Il y a des

(1) Dans un appel aux signataires des accords d'Helsinki, plusieurs dissidents estiment que cette arrestation est «une violation internationale et un défi aux gouvernements et à l'opinion publique» des pays signataires.

PROCHE-ORIENT

SELON M. WALDHEIM

M. Arafat est disposé à reconnaître de facto l'existence de l'Etat d'Israël

Dans une interview accordée au «Jerusalem Post», M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a estimé — tout à fait improbable — que la conférence de Genève sur le Proche-Orient puisse à nouveau être convoquée avant le 31 mars, date limite fixée par l'Assemblée générale de l'ONU.

Il a affirmé que la position des pays arabes avait évolué. Il a souligné à ce sujet que l'O.L.P. n'exige plus un Etat d'un seul tenant en Palestine et est prêt à accepter une entité sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza. Tous les dirigeants arabes et le leader de l'O.L.P., a déclaré encore M. Waldheim, sont prêts à accepter l'existence d'Israël, sinon «de jure», du moins «de facto», et reconnaissent qu'un Etat palestinien aurait des relations étroites avec la Jordanie et des rapports commerciaux avec Israël.

De notre correspondant

Jérusalem. — Bien qu'il ait été convenu que l'accueil réservé à M. Waldheim ne dépasserait pas les limites de la stricte courtoisie, l'arrivée du secrétaire général des Nations unies a donné lieu à un déploiement protocolaire important. Son avion spécial, venant directement d'Amman, s'est posé à l'aéroport d'Ataroth, près de Jérusalem, d'où il est parti en 1967 l'aéroport d'Ataroth — et qui, depuis cette date, est boycotté pour des raisons politiques évidentes par les visiteurs officiels ainsi que par les compagnies aériennes internationales. Les Israéliens ont tenté de croire qu'en arrivant M. Waldheim apportait une consécration au statut de l'aéroport, qui avait été abandonné depuis aux couloirs israéliens. M. Aïlon et le chef des observateurs des Nations unies, dont le siège est à Jérusalem, étaient en outre des leurs principaux collaborateurs, et du maire M. Teddy Kollek, qui se réjouissait d'une grande journée pour sa ville.

Comme pour faire écho aux propos tenus la veille par M. Aïlon, M. Waldheim a précisé qu'il ne venait pas en médiateur mais en qualité de secrétaire général des Nations unies. Cette précision a aussitôt fait fleurir des sourires de satisfaction, et c'est presque sur une note de cordialité que les entretiens ont commencé, d'abord au ministère des affaires étrangères, puis, dans l'après-midi, à la présidence du conseil, où M. Rabin était entouré de M. Aïlon et du ministre de la défense, M. Pèrès.

Les positions des deux parties aux entretiens de jeudi sont bien connues. Apparemment, elles s'y sont fermement tenues. Israël continue de s'opposer à toute participation de l'O.L.P. à des pourparlers de paix et M. Waldheim, se fondant sur une décision de l'Assemblée générale et sur la demande de l'ensemble des Etats arabes, aurait suggéré diverses formules. Les thèses sont restées incommensurables. Selon des rumeurs de source israélienne, M. Waldheim aurait insisté à ses interlocuteurs que les Égyptiens, du moins leur attitude, souhaiteraient désormais retourner à Genève, afin de se tourner vers le Conseil de sécurité. M. Rabin aurait rétorqué que, dans ce cas, paradoxalement, Israël deviendrait le meilleur

Irak

Après de violents incidents à Kerbala

BAGDAD FERME LA FRONTIÈRE AVEC LA SYRIE

Le ministre irakien de l'Intérieur a annoncé dans un communiqué publié jeudi 10 février que des incidents se sont produits les 5 et 6 février derniers au cours d'un pèlerinage du culte chiite à Kerbala où l'on s'apprêtait à célébrer la mémoire de l'imam Hussein. Selon la version officielle, «une clique de troupes stériles a exploité l'occasion de ces cérémonies religieuses pour commettre des actes de violence et de destruction et inciter à des actes de sabotage conformément à un plan établi et dirigé par des milieux impérialistes et stériles».

Le 6 février, cette «clique» aurait été postée de police à 40 kilomètres au sud de Kerbala et ouvert le feu, «tuant un citoyen et blessant une femme et un enfant». Les fauteurs de trouble auraient été arrêtés.

A Damas, on a annoncé jeudi que la frontière irako-syrienne avait été fermée par les Irakiens depuis mercredi à midi. Les autorités de Koweït ont annoncé également de vendredi la fermeture par les Irakiens de la frontière entre les deux pays.

L'aéroport de Bagdad avait été ravagé le 14 décembre par l'explosion d'une valise piégée qui venait d'être déposé par un avion syrien à l'aéroport de Bagdad. Les autorités irakiennes avaient alors accusé le gouvernement de Damas d'avoir préparé l'attentat.

Liban

A la suite d'affrontements entre Palestiniens

BEYROUTH-OUEST A ÉTÉ SOUMIS PENDANT TROIS HEURES A DES TIRS D'ARMES LOURDES

Des accrochages entre factions rivales d'une organisation palestinienne ont provoqué jeudi 10 février à Beyrouth les plus graves incidents depuis l'instauration du cessez-le-feu en novembre 1976. Tirs d'armes légères et d'armes lourdes, explosions d'obus de mortiers et de canon ont retenti dans les quartiers ouest (Palestino-progressistes) de la capitale, bien que les armements lourds aient officiellement été regroupés et placés sous le contrôle de la force arabe de dissuasion depuis plusieurs semaines.

C'est une altercation à un barrage entre factions rivales du Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.P.-C.G.) qui a provoqué les affrontements. Un groupe appartenant à la tendance

pro-syrienne de M. Ahmed Jibril, chef du mouvement, s'est heurté à des partisans de M. Abou Al-Bas, hostile à l'intervention syrienne au Liban.

Les incidents ont été particulièrement violents dans le quartier des grands camps palestiniens de Beyrouth (Sabra, Chatila, Bourj-Brajneh) et de l'aéroport international. Ils ont duré trois heures.

Un communiqué officiel publié jeudi soir à Beyrouth a fait état des accrochages et de l'intervention de la force arabe de dissuasion. Il indique que «certains éléments de la FAD ont essayé des tirs, ce qui les a obligés à exercer la région et à bombarder les foyers des tirs pour les réduire au silence». — (A.F.P.)

Egypte

SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 99,42 % des électeurs ont approuvé les mesures de répression décrétées par le président Sadate

Selon le vice-ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Nassef Ismail, vice-ministre de l'Intérieur, 99,42 % des électeurs égyptiens ont approuvé les mesures de répression prises par le président Sadate au lendemain des émeutes de janvier dernier, au cours du référendum qui s'est déroulé jeudi en Égypte.

De notre correspondant

Le Caire. — Près de dix millions d'électeurs étaient appelés jeudi 10 février à dire par référendum s'ils approuvent le train de décrets prévoyant des peines de travaux forcés pour les manifestants, les grévistes et les fraudeurs fiscaux, et officiellement définitivement le retour à l'Unité nationale.

Ces textes étant en principe entrés en vigueur dès leur signature il y a une semaine, par le président Sadate, il s'agissait donc, pour ce dernier, de se faire plébisciter pour effacer autant que faire se peut le souvenir des récentes émeutes. Si le parti gouvernemental et la droite libérale, ainsi que les hiérarchies islamique et copie avaient approuvé, leur appui à cette opération, le rassemblement progressiste, en revanche, contestait le principe même d'un tel référendum. Les intégristes musulmans, contrairement à toute attente, avaient également critiqué vivement le contenu des décrets par la voix d'un de leurs porte-parole, M. Kamal Edineh, russe, ancien vice-président de la République et

député indépendant de Benha (delta du Nil). Aussi bien, privoyait-on de nombreuses abstentions. Les votes n'étaient que théoriquement obligatoires pour les hommes, tandis que la plupart des femmes ne sont pas inscrites sur les listes électorales. Les militaires n'ont pas le droit de vote.

Le référendum devait être suivi, dès le 16 février, de la présentation en première audience devant la Cour de cassation de l'Etat des cent soixante-dix personnes arrêtées après les manifestations de janvier dernier.

La défense estime que ses droits sont respectés, mais qu'elle s'oppose à la prison de Bab-el-Khalq, au Caire, avaient dormi par terre durant deux semaines. Un médecin a dû être appelé pour soigner le journaliste nassérien Mohamed Salmoul. D'autre part, de nouvelles arrestations de membres du Rassemblement progressiste parmi lesquels des avocats, auraient eu lieu cette semaine dans le delta, principalement à Kafr-el-Khalq. — J.-P. P.-H.

Portugal

LE GOUVERNEMENT AFFRONTÉ UNE VAGUE DE GRÈVES

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Des mouvements de grève ont provoqué la première confrontation sérieuse entre le gouvernement et les syndicats depuis le début de l'année. L'agitation a commencé dans le secteur de la pêche, vingt mille travailleurs se sont mis en grève pour protester contre les mesures prises par le secrétaire d'Etat, M. Coelho, qui restreint aux syndicats le droit de délivrer les cartes professionnelles et le contrôle de l'embauche.

Selon les syndicats, l'exercice de ces fonctions par les autorités portuaires, système en vigueur avant le 25 avril 1974, ferait remonter la corruption. De son côté, le syndicat de la marine marchande du port de Lisbonne a demandé aux travailleurs de refuser de faire des heures supplémentaires.

D'autre part, les syndicats du textile préconisent un arrêt de travail de quinze minutes toutes les deux heures afin d'impressionner le patronat dans les négociations en cours. L'appel est très suivi depuis le mercredi 9 février dans la moitié sud du pays, alors que dans le nord le mouvement serait plus faible.

Les fonctionnaires menacent aussi de se mettre en grève le 15 février. Malgré les protestations des syndicats, le Parlement, en effet, voté une augmentation de 15 % de tous les salaires de ce secteur. Les syndicats proposent une augmentation de 300 P par mois pour toutes les catégories de fonctionnaires.

Face à ces protestations le gouvernement a choisi la fermeté. Il a dénoncé, le mardi 8 février, les «objectifs politiques» des grévistes. — J. R.

jacques attali

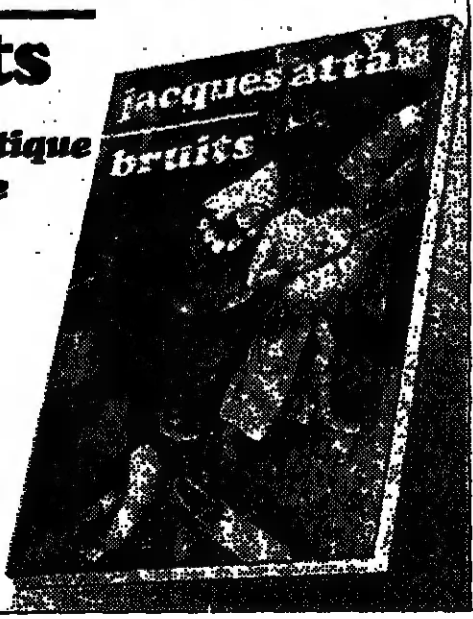
bruits

«un fantastique laboratoire d'idées»

jacques LONCHAMPT LE MONDE

304 pages 49 F

puf



Inde

MORT DU PRÉSIDENT FAKHRUDDIN ALI AHMED

New-Delhi. — L'A.P.F. (Rassemblement du peuple indien), le parti politique indien, a annoncé la mort du président de la République, M. Fakhruddin Ali Ahmed, à l'âge de 72 ans, après une longue maladie. Le président avait été élu en 1974. Sa mort a été annoncée à 11 heures, après qu'il eut été transporté à l'hôpital de la présidence à 10 heures. Le président avait souffert d'une attaque cardiaque le 10 février. Ses funérailles auront lieu à New-Delhi le 13 février. Le vice-président, M. B. D. Jetti, a été élu président de la République à l'âge de 68 ans, après avoir été élu à la présidence du conseil des ministres. M. Jetti a été élu à la présidence du conseil des ministres à l'âge de 68 ans, après avoir été élu à la présidence du conseil des ministres à l'âge de 68 ans.

ON CAMBODGIENS

doivent vivre

Les Cambodgiens doivent vivre. C'est le message que les dirigeants du Front populaire pour la libération du Cambodge (F.P.L.C.) ont voulu faire passer à l'occasion de la conférence de Genève sur le Proche-Orient. Les dirigeants du F.P.L.C. ont souligné que le peuple cambodgien a le droit de vivre libre et de choisir son avenir. Ils ont également souligné que le Front populaire pour la libération du Cambodge est prêt à négocier avec le gouvernement du Cambodge pour mettre fin à la violence et à la destruction. Les dirigeants du F.P.L.C. ont également souligné que le Front populaire pour la libération du Cambodge est prêt à négocier avec le gouvernement du Cambodge pour mettre fin à la violence et à la destruction.

Des militaires en quête d'idées

مكنا من الأصل

Garantie totale
Magasin ouvert
115, 117.

Révolution dans le monde de la fourrure!

LIQUIDATION TOTALE

AUX FOURRURES DU NORD

avant travaux
tout le stock doit disparaître

AUTORISATION PREFECTORALE N° 002
samedi 12 février, ouverture des portes à 10 h.

COLLECTION PRESTIGE

Manteaux Vison black diamond, blackglama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh.i.noor, saphir, lunaraïne, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

MANTEAUX

Agneau	1250 f	450 f
Lapin cotelé	1250 f	580 f
Lapin bariolé	1450 f	650 f
Flanc de marmotte	1150 f	850 f
Lapin Nankin	1450 f	950 f
Marmotte morceaux	1750 f	1150 f
Pahmi	1850 f	1150 f
Ragondin	1850 f	1150 f
Guanaco	2250 f	1150 f
Loup	2650 f	1350 f
Mouton	2450 f	1350 f
Patte de marmotte	1950 f	1450 f
Vison morceaux	2450 f	1650 f
Astrakan	2450 f	1650 f
Chevrette	2150 f	1650 f
Hamster	2450 f	1750 f
Mouton castor	2850 f	1850 f
Patte d'astrakan	3250 f	1850 f

MANTEAUX

Astrakan pleines peaux	3450 f	2150 f
Pahmi	3450 f	2150 f
Agneau de Toscane	3250 f	2150 f
Murmel	3450 f	2350 f
Patte de guanaco	4350 f	2450 f
Ragondin	3850 f	2450 f
Opossum	3850 f	2650 f
Petit gris	4250 f	2850 f
Queue de vison	4350 f	3450 f
Astrakan swakara	6250 f	4250 f
Petit gris naturel	8750 f	5450 f

VESTES

Lapin naturel	750 f	460 f
Lapin Nankin	1150 f	750 f
Agneau Toscane	1850 f	1250 f

BLOUSONS

Lapin	320 f	190 f
-------	-------	-------

**EXCEPTIONNEL !
CREDIT GRATUIT**
PENDANT CETTE VENTE-LIQUIDATION

Garantie totale sur tous vos achats. Service après-vente.

Magasin ouvert tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h 30 sauf le dimanche

115, 117, 119, rue La Fayette - PARIS-10°
(Près Gare du Nord)

IN ASSISTANCE
Centre pédagogique privé
J-Lazare 526-37-17
Vaupharid 531-31-13
Coulon 373-09-38
16 ans d'expérience

pratiques cherchées.

Vente par correspondance 126 F franco

EDITIONS EUROPA
34, Rue Truffaut 75357 PARIS
CEDEX 17 CCP PARIS 12460 32

Règlement joint obligatoirement
Remboursement si non satisfaction.

Expédition immédiate.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

élections municipales

TOULOUSE: des roses rouges ou des violettes?

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Avec la patine du temps, le socialisme toulousain, inséparable du Capitole depuis 1904, avait pris la teinte rose de la ville. Jusqu'au jour de 1971 où, trop affaibli et trop usé, miné de l'intérieur, il céda la place aux adversaires de la gauche. Mutation irréversible ou entracte salutaire? Les élections municipales le diront, mais il est d'ores et déjà acquis que, si la gauche l'emporte, ce sera pour le compte d'un socialisme revivifié. Plus rouge.

La bataille pour la conquête de la municipalité de la quatrième ville de France ne se joue ni dans les mêmes conditions ni avec les mêmes règles qu'en 1971. Toulouse est désormais divisée en trois secteurs urbains, et les partis signataires du programme commun de la gauche font liste commune dès le premier tour de scrutin. Géographiquement et politiquement, c'est le secteur nord (13 sièges) qui fera la différence. De part et d'autre, on le considère comme le plus indéfectible car nul ne sait d'avance comment vont voter les habitants des quartiers de Matabiau, de la Barrière de Paris et de la Croix-Daurade.

Les deux chefs de file de la gauche, MM. Alain Savary, député, P.S., président du conseil régional, et Claude Labrousse, membre du comité central du P.C., s'y présentent à égalité, parce que ce secteur fait partie de sa circonscription législative, le second parce qu'il est l'un des cantons Nord (des Minimes, Bonneton). Les résultats des élections, en fonction de découpage, montrent que la gauche avait un retard de 6 000 voix en 1971 (deuxième tour des municipales) et de 1 000 voix aux législatives de 1973, et une avance de 2 000 voix à la présidentielle de 1974.

Déclin et remontée du socialisme

Voilà pour la géographie. C'est la politique qui compte. Il y a aussi l'histoire du socialisme toulousain qui explique le présent : comment cette ville, si anciennement « gèche », en est-elle arrivée à être une équipe de notables gestionnaires, typique de la majorité présidentielle que souhaitait M. Giscard d'Estaing?

C'est depuis 1958 que régnait M. Louis Bazerque, à la tête d'une municipalité composée de socialistes, de centristes et d'indépendants. M. Bazerque était premier adjoint, chargé de l'action sociale. M. Bazerque s'est fait rebaptiser en 1965 contre les communistes associés au P.S.U. et contre les gaullistes. En 1971, il tenta la même opération, mais pour satisfaire ceux des socialistes qui, avec M. Mérieu, voulaient un accord avec le P.C. Il se sépara de M. Bazerque. Celui-ci constitua alors une liste avec l'appui de l'U.D.R., tandis que les communistes faisaient cause commune avec le P.S.U. et la Convention des institutions républicaines.

Tant d'ambiguïté politique s'ajoutant à un mécontentement croissant par certaines opérations immobilières (le Mirail) ou financières (le rachat des sociétés de transport) ne pouvaient que précipiter la fin d'un certain type de socialisme. Au deuxième tour de scrutin, malgré les interventions de M. Savary, alors premier secrétaire du P.S., et de M. Ducloux et Leroy pour le P.C., il y eut du tirage à gauche.

Une réaction massive de l'électorat contre le maire sortant, c'est ainsi que fut élu M. Baudis, et ce changement, survenant après l'élection de M. Alexandre Sanguinetti en 1968 et son arrivée tonitruante sur la scène toulousaine, parut marquer un tournant politique.

Deux ans après l'élection municipale, M. Sanguinetti, concurrencé par MM. René Piquet, membre du secrétariat du P.C., et Alain Savary, perdit son siège au profit de ce dernier, un autre député gaulliste de Toulouse, M. Morou, était éliminé par M. André, P.S. Aux cantons de la même année 1973, la gauche enleva neuf des douze nouveaux cantons urbains. En 1974, M. Mitterrand remporta ici 53,80 % des suffrages exprimés. En mars 1976, M. Cavallé perdait lui, au profit d'un socialiste, son siège de conseiller général : les prochaines municipales s'inscriront-elles dans la lignée de cette remontée socialiste?

La confrontation paraît se limiter au duel entre l'union de la gauche et la coalition organisée autour de M. Baudis. Les autres listes sont vouées à la marginalité, si l'on suppose que toutes les intentions se réalisent : les trotskistes s'interrogent, le P.S.U. s'associe avec les écologistes, une équipe de type G.A.M. s'ébauche sous l'égide de M. Segond, et le Centre des républicains libres entend au moins être présent dans le secteur Centre-Sud.

La gauche mène une campagne politique

La liste de gauche comprend vingt-six socialistes, dix-huit communistes et cinq radicaux de gauche. Le M.R.G., à Toulouse, c'est surtout le journal *La Dépêche*, qui assure-t-on de part et d'autre, donne depuis trois mois une information équilibrée, « ce qui n'aurait pas toujours été le cas jusqu'ici ».

M. Baudis (mais pas seulement lui) le sait bien, qui fait tantôt ignorer comme parlementaire de la majorité, et tantôt célèbre comme maire.

Aujourd'hui, les communistes ont le droit de s'exprimer dans la *Dépêche*. Comment le leur refusent-ils alors qu'ils se réclament si fougueusement des libertés? « Depuis les vingt-cinq congrès, les communistes sont bien dans leur peau. Nous sommes pour la liberté à Paris et à Berlin », assure M. Labrousse, en ne cachant pas que ses amis feront une campagne politique, « Le grand choix de la gauche sera le lendemain de l'élection, de remettre le pou-

Pas cher,

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

De 6^e au terminale

MATH PHYSIQUE

Révisions de février

du 21 au 25 février

— 10 h. d'exerc. et problèmes

— Petit groupe de 4 à 6 élèves

— Professeurs qualifiés

Prix forfaitaire : 260 F

MATH ASSISTANCE

Centre pédagogique privé

St-Lazare 526-37-17

Vaugirard 531-31-13

Nation 373-09-38

16 ans d'expérience

La « Bible » des magistrats municipaux, secrétaires de maires et candidats.

LE GUIDE PRATIQUE DES ÉLECTIONS

4^e édition à jour au 1.1.1977

par A. JABIN, conseiller hors classe au tribunal administratif et J. VACHERAND, chargé du contentieux électoral au ministère de l'Intérieur.

- Reliure mobile pour mise à jour permanente.
- 190 réponses pratiques, tous les nouveaux règlements, formulaires, et leur mode d'emploi.
- Index alphabétique pour trouver immédiatement les solutions pratiques cherchées.

Vente par correspondance 126 F franco

ÉDITIONS EUROPA

34, Rue Truffaut 75001 PARIS

CEDEX 17 CCP PARIS 12440 32

Règlement joint obligatoirement Remboursement si non satisfaction.

Expédition immédiate.

DEAUVILLE

52 WEEK-ENDS PAR AN

Après "Castel Guermantes et Castel Normand"

PRODOMO VOUS PROPOSE SA DERNIÈRE RÉALISATION

Castel Saint-Clair

en plein centre, à 200 mètres du casino

luxueux studios et appartements dans un immeuble de style avec grand jardin intérieur.

Services intégrés facultatifs : entretien, petits-déjeuners; abonnements sportifs : golf, tennis, piscine, etc.; gestion de votre propriété.

Renseignements et vente :

- Deauville : 54 rue du Général Leclerc Tél. : 88.09.75, tous les jours
- Paris : PRODOMO S.A. 7 place de Valois, 75001 Paris Tél. : 261.56.52

Bon pour une documentation gratuite, à adresser à : Prodomo S.A., 7 place de Valois, 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM : _____

RUE : _____

VILLE : _____

ALPES-MARITIMES

MENTON. — Une « primaire » opposera, à Menton, le maire sortant et sénateur (Union centriste) des Alpes-Maritimes, M. Francis Palméro, à M. Emmanuel Aubert, député R.P.R. Celui-ci a annoncé sa candidature, mardi 8 février, après une entrevue infructueuse à Paris avec son prochain adversaire, en présence de M. Jacques Chirac.

Bien que rival du maire de Menton, depuis qu'il lui a ravi son siège de député, en 1968, M. Aubert avait envisagé de constituer avec lui une liste unique de la majorité, en réclamant 12 sièges sur 27 et à condition qu'un accord fût réalisé « pour mener en pleine concertation une action commune ».

Dans une lettre adressée le 5 février à deux lettres de ses sympathisants, il évoquait la possibilité de « rassembler autour d'une seconde liste un grand courant populaire qui aspire au changement ».

En 1971, sans être lui-même candidat, M. Aubert avait soutenu la constitution d'une liste opposée à celle de M. Palméro.

CALVADOS

DEAUVILLE. — M. André Fossorier, directeur de sociétés, fils de l'ancien maire de Deauville Robert Fossorier (décédé en 1962), a annoncé mardi 8 février sa candidature à la succession de M. Michel d'Ornano. Il a précisé au cours d'une conférence de presse qu'il n'appartient à aucune formation politique et que son programme électoral tendra principalement à « maintenir la réputation internationale de Deauville et son activité de station privilégiée pour les week-ends, tout en maintenant le déséquilibre d'été et les emplois d'hiver ».

HAUTE-LOIRE

LE POY. — Les sections du parti socialiste et du parti communiste du Puy se sont mises d'accord pour constituer une liste commune qui sera composée de 14 socialistes, 8 communistes et 5 personnalités choisies en commun. La liste de la majorité sera conduite par M. Roger Fournier (C.D.S.), député réformateur, conseiller municipal. Cette liste comprendra la plupart des conseillers sortants, dont le maire M. Louis Porte (C.D.S.), qui avait succédé, le 1^{er} octobre 1976, à Célestin Quilès (R.I.), décédé.

NANCY : le R.P.R. n'interviendra pas au premier tour.

(De notre correspondant.)

Nancy. — Le R.P.R. a décidé de n'écarter son intervention ni à la liste de M. Claude Coullais (R.I.) ni à celle de M. Marcel Martin, maire sortant, centriste proche de la majorité. M. Jérôme Monod, secrétaire du R.P.R., indique : « Nous déplorons qu'il n'ait pas été possible de constituer à Nancy une liste regroupant toutes les personnalités ou formations déterminées à s'opposer aux tenants du programme commun. Dans ces conditions, le Rassemblement a décidé de ne pas intervenir au premier tour dans le choix des sections entre les différentes listes opposées au programme commun. Tout membre du Rassemblement qui figurerait sur une de ces listes ne pourrait le faire qu'à titre personnel. »

Ces précisions confirment que deux courants s'opposent au sein du R.P.R. à Nancy. La fédération de la Haute-Saône, présidée par M. Roger Souchal, ancien député, semblait assez favorable à la candidature de M. Coullais, le fils de la majorité. Cette « tendance » au sein du R.P.R. regroupe essentiellement des militants issus de l'U.D.R. Dans l'autre « tendance », portée à son chef par M. Marcel Martin, se retrouvent ceux qui, en novembre 1976, avaient pris l'initiative de créer le premier comité pour le rassemblement à Jacques Chirac. C. L.

HÉRAULT

BEZIERS. — M. Paul Belmont, député communiste, conduira la liste de l'union de la gauche, qui sera composée de 18 communistes, 12 socialistes, 7 radicaux de gauche et 7 « personnalités ».

LOIRE

SAINT-ETIENNE. — La liste « Mieux vivre à Saint-Etienne », que conduira le maire sortant M. Michel Durafour, radical, ministre délégué à l'économie et aux finances, comprendra 26 conseillers sortants et 19 candidats nouveaux. Cette liste sera composée de 3 R.P.R., 4 R.I., 3 radicaux, 2 P.S.D., 4 C.D.S. et 25 modérés sans étiquette.

Bien que le R.P.R. soutienne M. Durafour, l'un de ses députés, M. Paul Rivière, élu de la sixième circonscription, a accepté de présider la commission de soutien à une liste conduite par M. Bernard Fournier, vice-président de l'U.J.P., et sur laquelle figurent des membres du Mouvement des démocrates, fondé par M. Michel Jobert et des ex-U.D.R.

SEINE-SAINT-DENIS

M. Jean GARCIA, secrétaire de la fédération départementale du parti communiste, a indiqué, jeudi 10 février : « Alors que dans les villes dirigées par les communistes des accords sont d'ores et déjà possibles, nous rencontrons des difficultés dans les villes dirigées par les socialistes. (...) C'est le cas à Pavillons-sous-Bois et au Pré-Saint-Gervais. »

TARN-ET-GARONNE

VALENCE-D'AGEN. — Maire depuis 1959, date à laquelle elle succéda à son mari décédé, avait succédé à son mari décédé Baylet (rad. g.), président du Conseil général du Tarn-et-Garonne, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Son fils, M. Jean-Michel Baylet, président de la fédération départementale et membre du bureau national du M.R.G., conduira une liste. — (Corresp.)

Les Anglais à la barre

Le développement du régionalisme

Comment sont fixés les prix agricoles

Le football et l'Europe

Dossier pour l'étudiant : La communauté en 1976

Dans le numéro de février de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM : _____

RUE : _____

VILLE : _____

D'UNE REGION A L'AUTRE

LE VOYAGE DE M. RAYMOND BARRE A LYON

La commune doit rester la cellule de base de la vie nationale

déclare le premier ministre

Inaugurant, jeudi 10 février, à Lyon, le nouvel hôtel de la communauté urbaine, M. Raymond Barre a souligné que « l'aménagement du territoire doit servir à améliorer la productivité globale du pays » (nos dernières éditions) et confirmé que le gouvernement allait mettre en chantier, après les élections municipales, la réforme des collectivités locales.

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, n'a pas eu, au cours de son déplacement, l'occasion d'entendre les voix des Lyonnais. Le ride, en effet, avait été fait sur plusieurs centaines de mètres autour du nouveau bâtiment, entouré de barrières métalliques et de cordons de policiers.

Ainsi, les huit mille manifestants rassemblés, principalement à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la P.S.U., autour de l'auditorium n'ont eu rien de plus que leurs cris et leurs slogans hostiles à M. Barre et à la politique la cérémonie d'inauguration qui eu lieu en présence de cinq cents invités.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le premier ministre a surtout évoqué le projet de réforme des collectivités locales, réforme qu'il qualifie de « globale, progressive, différenciée et démocratique ».

Sur la procédure qui sera suivie, M. Barre a indiqué que « certaines grandes orientations possibles » (1) seront soumises aux conseils municipaux et généraux. Le gouvernement ayant le sentiment que les Français sont profondément attachés à l'existence

de leurs communes, rien ne sera entrepris qui puisse, a-t-il dit, « faire disparaître cette cellule de base de la vie nationale ».

Évoquant l'avenir de l'agglomération lyonnaise, le premier ministre a souligné qu'après avoir pris « une place éminente dans la collectivité nationale, elle doit maintenant devenir une grande métropole européenne ».

L'autonomie financière de Lyon sera développée, ainsi que sa vocation universitaire et scientifique. M. Barre a confirmé ce propos l'implantation à l'île d'Abeau de l'Institut national des cadres techniques des télécommunications, celle, à Lyon — ou dans la périphérie — de l'Institut national du travail et de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. — B. E.

Dans les conseils régionaux

M. GIACOBBI EST RÉÉLU EN CORSE

M. François Giacobbi, sénateur radical de gauche, a été réélu mercredi 9 février, à l'unanimité des treize membres du conseil régional de la Corse président de cette assemblée.

M. Claude Moreau, président de la chambre régionale de commerce, M. Claude Moreau, quarante et un ans, directeur général de la société Girli, président de la chambre de commerce et d'industrie de Libourne, membre du comité économique et social d'Aquitaine, vient d'être élu président de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine. Il succède à M. Robert Musnier, administrateur de Pochlney-Ugine-Kuhlmann.

le cuir sauvage

Nous sommes peut-être un peu sectaires, mais le cuir que nous aimons est celui que certains appellent sauvage et qui, en fait, est le cuir naturel. Car il y a du cuir et du cuir, cuir naturel et cuir dénaturé. Nous entendons par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun camouflage et qui est simplement traité à l'aniline.



Roche-Boibois a programmé avec ses tanneries un marché qui permet de consentir du 15 janvier au 28 février 1977 un tarif préférentiel sur tous ses salons cuir. Ainsi, les prix des salons Roche-Boibois (5 places assises) dans tous les salons s'échelonnent de 8.000 à 25.000 F. (En Belgique, de 65.000 à 180.000 FB. En Suisse, de 4.000 à 12.500 FS).

ROCHE-BOIBOIS

Bon à découper pour recevoir le catalogue 77 (148 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.

nom
adresse
Demande à adresser à ROCHE-BOIBOIS B.P. 275-09 / 75434 PARIS CEDEX 09. Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

Ile-de-France

LA RÉNOVATION DU CARREAU DU TEMPLE

Le permis de construire est annulé

Le permis de construire pour la rénovation du carreau du Temple, dans le 3^e arrondissement, contesté par le Syndicat des marchands du Temple, vient d'être annulé par le tribunal administratif de Paris.

Accordé le 9 octobre 1975, ce permis prévoyait de construire à l'emplacement de l'actuel bâtiment un immeuble de cinq étages destiné par l'architecte Louis Arretche. Le rez-de-chaussée était réservé aux commerces. Devaient être aménagés aussi : un ensemble sportif avec piscine, un gymnase, une école maternelle, une crèche, une bibliothèque et un foyer pour personnes âgées.

Dès que ce projet fut connu, il rencontra l'opposition du comité des marchands du Temple, S.O.S. Paris et du Syndicat des marchands du Temple. M. Jacques Dominici, député de l'arrondissement, estimait que cette rénovation donnait la possibilité de créer des équipements publics pour les riverains (Le Monde du 20 mai 1976).

Le Syndicat des marchands du Temple lançait en 1975 une pétition et demandait au secrétaire d'État à la culture de prendre une mesure de sauvegarde de l'actuel carreau, dont la construction remonte à 1882. En fait, les défenseurs du vieux carreau reprochent au projet de la ville de trop « densifier » cet espace de 3 900 mètres carrés sur lequel travaillent aujourd'hui les tripiers.

Le saccage du quartier des Halles n'a pas suffi aux démolisseurs, écrit au mois d'avril 1975 le Syndicat des marchands du Temple, ils s'attaquent aujourd'hui au dernier édifice construit d'Etat à la culture de prendre une mesure de sauvegarde de l'actuel carreau, dont la construction remonte à 1882.

Il a été récemment rasé. A l'emplacement de l'ancien marché sera réalisé un bâtiment de quatre étages comprenant cent seize logements pour cadres retraités et un parking en sous-sol pouvant contenir deux cent cinquante-six voitures. Le nouveau marché sera situé au premier étage. Cette opération est réalisée par une société privée.

JEAN FERRIN.

L'AGENCE DES ESPACES VERTS ACQUÉRA CHAQUE ANNÉE 250 HECTARES DE FORÊTS

Créée le 7 mai 1976 par une loi, en même temps que la nouvelle région d'Ile-de-France, l'Agence des espaces verts a été créée, le 10 février 1977, au sein de la région par son président, M. Edouard Bonnefou, sénateur (Gauche dém.) des Yvelines.

Elle a pour mission de promouvoir la création d'espaces verts appartiennent aux élus, sa mise en œuvre relève de l'Agence pour assurer aux habitants la verdure et les espaces « modernes » à leur santé et à leur développement.

L'Agence ne part pas de rien, a souligné M. Lucien Lanier, président de la région d'Ile-de-France. « Les forêts couvrent 260 000 hectares, soit la cinquième du territoire régional, a-t-il précisé. Au cours des cinq dernières années les forêts départementales ont perdu de 6 100 hectares, et les bois appartenant à la région sont passés de 524 hectares à 3 866 hectares ».

L'Agence, qui est dirigée par M. Xavier de Buyer, a pour mission, au cours du VII^e Plan, d'acheter ou de participer à l'achat de 2 500 hectares de forêts par an. L'investissement et la gestion de ces espaces verts sera confiée soit aux collectivités locales soit à l'Office national des forêts. Deux cents demandes de subvention transmises par les maires sont en cours d'instruction. Une première opération d'équipement pourrait être réalisée dans la forêt d'Arcueil (Val-d'Oise).

M. Ansqer a annoncé la création à Limoges d'une fondation de l'eau destinée à former le personnel d'exploitation des stations d'épuration. En 1978-1979, la ministre espère ouvrir à Nice un centre international de gestion des eaux qui serait financé à 50 % par le programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). M. Ansqer a encore indiqué que les cinq cent mille mesures faites en 1976 pour évaluer l'importance de la qualité des eaux seraient synthétisées avant la fin de l'année, permettant ainsi de

A PROPOS DE...

L'INDUSTRIALISATION ET LA DÉCENTRALISATION

L'automobile et la Lorraine en tête

Le bilan pour 1976 des primes versées par l'Etat dans les régions pour favoriser l'industrialisation et les emplois du secteur tertiaire vient d'être fait. Au vu des statistiques brutes, on peut afficher un certain optimisme, puisque 571 primes ont été accordées contre 417 en 1975 (mais 838 en 1973, « l'année glorieuse »).

Mais le jugement doit être nuancé. Car si en 1974, par exemple, les 532 primes industrielles devaient permettre la création de 45 200 emplois, en 1976, les 546 aides ne procureront que 34 700 postes de travail. Cela signifie que la politique d'aménagement du territoire a beaucoup plus de mal qu'espéré à « orienter » des emplois en province et que le « rendement financier net » du budget des primes industrielles (même compte tenu de l'inflation) a sensiblement baissé, ce qui n'est pas sans inquiéter le ministère des finances.

C'est l'automobile qui a, en outre, pris la part du lion. Des primes d'un montant exceptionnel ont été accordées à Savigny (Lorraine), Renault (Nord) et Michelin (Auvergne). Ces trois dossiers représentent ensemble près de 148 millions de francs sur les 489 millions accordés au secteur industriel. Elles correspondent à la création d'un peu moins de 5 000 emplois sur 34 700.

L'enveloppe financière des primes (industrielles et tertiaires) en 1976 a atteint 516 millions, représentant la promesse de 36 800 emplois créés sur trois ans. Le bond est remarquable par rapport à 1975 (403 millions pour 35 900 emplois), mais il traduit moins une reprise de l'activité économique qu'une réorientation et une extension du régime d'aide.

L'année passée, en effet, le gouvernement a commencé à mettre concrètement l'accent sur

la décentralisation des bureaux, des banques, des assurances, des centres de recherche, des sièges sociaux : vingt-cinq primes tertiaires ont été accordées (mille neuf cents emplois) au lieu de trois en 1975 (deux cents emplois). D'autre part une multitude de « points chauds » sociaux, donc politiques, sont apparus sur l'ensemble du territoire et les préfets de département, qui ont reçu de nouveaux pouvoirs en avril dernier, ont été naturellement incités à lâcher du lest.

La Lorraine vient en tête des bénéficiaires de la manne industrielle : 118 millions, soit 25 % de l'enveloppe globale. Elle est suivie par le Nord-Pas-de-Calais (71 millions), l'Auvergne (68 millions) et les Pays de la Loire (37 millions), la Franche-Comté (12,4 million). Ce classement traduit par rapport à 1975 une constance dans la politique suivie (et cette permanence est une bonne chose, à condition que le choix des régions prioritaires au départ ne soit pas contesté).

La grande question qui reste posée et qui indispose la D.A.T.A. est la suivante : à l'intérieur d'une région donnée et une fois l'enveloppe fixée, les assemblées régionales ne pourraient-elles pas, avec l'autorité des préfets de région ou de département, répartir les aides de l'Etat ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

EQUIPEMENT

QUALITÉ DE LA VIE

UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR L'EAU

Des bulletins de santé pour les rivières

« Tous les Français sont engagés dans une bataille qu'il faut sans cesse gagner : celle de l'eau. » C'est ainsi que M. Vincent Ansqer, ministre de la qualité de la vie, a présenté la campagne de « sensibilisation » qu'il a décidé de lancer. Il s'agit de faire comprendre aux consommateurs — déjà avertis par les médias — la nécessité de l'eau, qui est un bien limité et coûteux, et qu'il y a solidarité de fait entre tous ses utilisateurs et que, désormais, chaque citoyen doit se sentir responsable des pollutions et gaspillages.

M. Ansqer a annoncé la création à Limoges d'une fondation de l'eau destinée à former le personnel d'exploitation des stations d'épuration. En 1978-1979, la ministre espère ouvrir à Nice un centre international de gestion des eaux qui serait financé à 50 % par le programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). M. Ansqer a encore indiqué que les cinq cent mille mesures faites en 1976 pour évaluer l'importance de la qualité des eaux seraient synthétisées avant la fin de l'année, permettant ainsi de

TRANSPORTS

M. PIERRE LELONG AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR FRANCE

Le conseil des ministres a nommé jeudi 10 février M. Pierre LeLONG, conseiller référendaire à la Cour des comptes et ancien secrétaire d'Etat aux P.T.T., membre du conseil d'administration de la compagnie Air France. M. LeLONG succède à M. Paul Moreau, ancien conseiller d'Etat et vice-président du conseil d'administration, qui a atteint la limite d'âge.

Déjà en 1931, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Pierre LeLONG a été chargé de mission (1962-1967) au cabinet de M. Georges Pompidou, premier ministre. Nommé en 1965 conseiller référendaire à la Cour des comptes, il a dirigé le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (1967-1968). En 1968 député G.D.R. du Finistère, il retrouve son siège au P.T.T. et est secrétaire d'Etat aux P.T.T. de juin 1974 à février 1975.

M. d'Ornano arrête onze mesures pour les rejets thermiques de l'industrie et de

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a arrêté onze mesures destinées à limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Ces mesures ont pour but de protéger l'environnement et de réduire les coûts de production. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

En 1976, les rejets de chaleur des centrales électriques ont atteint 14 millions de tonnes équivalentes de vapeur d'eau. En 1975, les rejets de chaleur des usines métallurgiques ont atteint 10 millions de tonnes équivalentes de vapeur d'eau. Les rejets de chaleur des installations industrielles ont atteint 5 millions de tonnes équivalentes de vapeur d'eau. Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter ces rejets et de protéger l'environnement.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

Les mesures arrêtées par le ministre de l'Industrie et de la Recherche ont pour but de limiter les rejets thermiques de l'industrie et de la production d'énergie. Elles concernent notamment les centrales électriques, les usines métallurgiques et les installations industrielles. Les mesures sont entrées en vigueur le 10 février 1977.

SCIENCES

M. d'Ornano arrête onze mesures pour développer l'utilisation des rejets thermiques de l'industrie et des centrales électriques

Le ministre de l'Industrie et de la recherche vient d'arrêter onze mesures destinées à développer les utilisations de la chaleur pouvant être récupérée à partir des installations productrices d'énergie (centrales) ou d'installations industrielles. M. Michel d'Ornano a présenté ces mesures, jeudi 10 février, au cours d'une conférence de presse, en rendant public le rapport de la commission d'étude pour l'utilisation de la chaleur (1) qu'il avait créée en octobre 1975 et dont la présidence avait été confiée à M. Léon-Paul Leroy, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Ces mesures qui, pour 1977, devraient représenter une dépense de 10 millions de francs, consistent tout d'abord en une série d'études d'avant-projets pour l'utilisation des rejets des centrales thermiques ou nucléaires dans la région de Nantes-Saint-Nazaire, dans la banlieue parisienne et la banlieue lyonnaise, dans l'agglomération de Metz-Thionville. Les études techniques et économiques concernent les piles-piscines (piscines centrales nucléaires exclusivement consacrées à la production de chaleur) et le stockage de chaleur seront poursuivies. Et surtout, a annoncé le ministre, les possibilités d'utilisation de la chaleur devront être systématiquement prises en compte dans les études préalables à l'implantation des centrales nucléaires.

La récupération de la chaleur est d'intérêt national, et elle est très souvent possible, a notamment déclaré M. d'Ornano, soulignant que, compte tenu des obstacles, l'impulsion des pouvoirs publics est indispensable.

Si les possibilités offertes par la récupération de la chaleur paraissent fort importantes, le moins qu'on puisse dire est que l'objectif choisi par les pouvoirs publics est loin d'être ambitieux. A l'horizon 1985, la récupération des rejets thermiques pourrait représenter 2 Mtep, soit moins de 5 % des rejets totaux, moins de 1 % de la consommation totale d'énergie primaire.

M. d'Ornano a indiqué que l'utilisation des rejets devrait être prise en compte dans le choix des sites des centrales nucléaires. Sage décision, mais qui semble arriver bien tard, alors que l'E.D.F. a déjà, hors de toutes ces considérations, entrepris la construction d'une vingtaine de réacteurs nucléaires. Dans ses conclusions, la commission Leroy a préconisé « l'élargissement éventuel de la mission confiée à l'E.D.F. par

les tâches », de manière, en particulier, à pouvoir lui donner un rôle de producteur d'électricité et de chaleur. Les techniciens de l'entreprise nationale font valoir, à juste titre, que le stockage d'importantes quantités de chaleur des centrales nucléaires fait baisser le rendement électrique de l'installation. Accepteraient-ils facilement qu'on leur impose une telle mesure, qui les éloignerait de leur mission actuelle de producteurs d'électricité ? Rien n'est moins sûr, alors que, à l'évidence, c'est seulement dans son application aux centrales nucléaires qu'une politique de valorisation des rejets aura vraiment un sens.

M. d'Ornano pouvait, jeudi, justement, affirmer que l'opinion publique ne comprendrait pas qu'on ne fasse rien pour lutter contre un tel gaspillage d'énergie. Compréhensible, elle l'aurait, la prudence qui semble de mise ?

XAVIER WEEGER.

CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES ?

Vous rompez toujours ? Alors désormais ne rencontrez plus que des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont complémentaires des vôtres.

C'est la chance fantastique que vous offre ION.

Le monde change. Changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.



Votre questionnaire vous attend. Demandez-le vite ! Nous y joindrons le témoignage enthousiaste de milliers de couples.

305 articles de presse, plus de 100 émissions de radio et de télévision, 3 livres, 1 film ont diffusé depuis 25 ans ce progrès scientifique - le plus extraordinaire de notre temps dans ce domaine. Lire à ce sujet : "Vers une civilisation du couple" de L.M. Jentil. Préface de Louis Armand, de l'Académie française. (Route libérale).

ION INTERNATIONAL

PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTREAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mlle Mlle Prénom _____ Age _____ Adresse : _____

ION-FRANCE (MO 14) 24, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. 585.73.85 - ION RHONE-ALPES (MO 14) 25, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 - et 55, cours Barlat - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.51 - ION BELGIQUE (MO 14) 105, rue du Marché-aux-Herbiers, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30 - ION SUISSE (MO 14) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.50

Chevy 2

Ces maisons de campagne sont de parfaites résidences

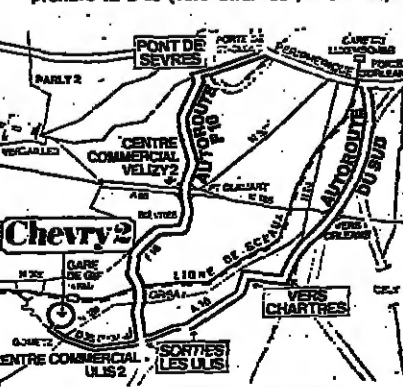
Parcours de golf
au cœur
de Chevy 2

principales

10 modèles de maisons

vendues avec leur terrain en toute propriété.

Visitez les maisons modèles
tous les jours, dimanche inclus de 10 à 20 h
Deux itinéraires ultra-rapides
Par le Pont de Sévres ou l'autoroute du
Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et
prendre la D35 (voir Chartres par RN 103).



Chevy 2 offre aussi un ensemble unique d'équipements :

- Ecoles / Collège 2 maternelles, 2 primaires, 1 CES, 1 crèche et 2 garderies.
- Piscine / Country-Club avec restaurant.
- Tennis / Sports 5 courts, 2 gymnases et 1 salle omnisports.
- Golf 9 trous, practice, pitch and putt sur 27 hectares.
- Centre Commercial Ulis 2 à moins de 4 km. Superette et pharmacie dans la résidence.

Chevy 2 au bord de la vallée de Chevreuse

CHEMIN DE BELLEVILLE, 91190 GIF
TEL 012.12.12

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au CPH Av. Charles de Gaulle, 75150 La Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation CHEVY 2.

NOM _____
ADRESSE _____
TEL _____

La généralisation du chauffage urbain

Un second obstacle important concerne l'utilisation éventuelle de cette chaleur récupérée pour sa généralisation dans le chauffage urbain. Pour éviter de trop grandes pertes en cours de transport, les centrales ne devraient pas, comme c'est le cas pour les installations nucléaires en cours de construction, être systématiquement regroupées loin des villes : elles devraient, au contraire, être dispersées et rapprochées le plus possible des centres éventuels de consommation, donc des agglomérations.

Enfin, le système ne pourrait être généralisé que si existe, par exemple au-dessus d'une certaine « densité de consommation », une vieille institution et même une obligation pour les promoteurs publics et privés - peut-être même pour les particuliers - de se brancher sur le réseau de distribution d'eau chaude mis en place.

Comme le soulignait, jeudi, M. d'Ornano, l'impulsion des pouvoirs publics sera donc nécessaire. Sans doute faudra-t-il créer, dans les régions pouvant bénéficier des rejets d'une centrale ou d'une installation industrielle, des structures adaptées, du genre sociétés d'économie mixte, voire des « agences de bassin », suivant une idée développée, à l'Assemblée nationale, par un intergroupe d'étude de la majorité sur les problèmes de l'énergie constitué en décembre dernier. Présidé par M. Weisenborn, député du Haut-Rhin (R.F.R.), cet intergroupe a annoncé son intention de déposer un certain nombre de propositions de loi qui pourraient aller dans ce sens.

A ces problèmes structurels et administratifs s'ajoutent aussi des considérations techniques, comme celles liées au stockage : les usines et les autres devraient être étudiées dans le cadre des onze mesures arrêtées par le ministre.

(1) Ce rapport est disponible dans la série des Documents de l'énergie publiés par le ministère de l'Industrie et de la Recherche, à la Documentation Française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 261-30-10. Prix : 30 francs.

(2) Voir notamment le Monde du 23 avril 1976 et du 16 juin 1976.

A L'HOTEL DROUOT

Expositions Samedi
S. 2 - Dess, tabl. mod. Art déco.
S. 3 - Dess, tabl. mod. Art déco.
S. 11 - Dessins, tableaux anciens.
S. 12 - Extrême-Orient.
S. 17 - Tableaux modernes.

TRANSPORTE

M. PIERRE LEON
AU CENTRE D'AMENAGEMENT
D'ART FRANÇAIS

vous que
ous offrir
amas
450F ?

née, les Bahamas
NEW BAHAMAS

ÉDUCATION

L'APPLICATION DE LA RÉFORME HABY DANS LES COLLÈGES

Le syndicat des instituteurs lance une consigne de boycottage pour la rentrée de 1977

Le bureau du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.), réuni jeudi 10 février, a décidé de demander à ses adhérents (ils sont trois cent quinze mille) de ne pas appliquer la réforme Haby pour la rentrée 1977. Les instructions nouvelles concernant le cours préparatoire, car elles sont contraires aux intérêts mêmes des élèves, répliquent, jeudi, à Lunéville, « Je ne pense pas de boycotter, mais envisager de le faire si les moyens d'appliquer la réforme à ce niveau ne sont pas dégagés ».

Le ministre de l'éducation, M. René Haby, a répliqué, jeudi, à Lunéville : « Je ne pense pas que la position du S.N.I. tienne devant la réalité des faits et je demeure persuadé que les insti-

tuteurs, dans leur ensemble, n'ont pas l'intention de se situer hors la loi, car je rappelle qu'il s'agit d'une loi et de son application. Je ne pense pas que les instituteurs de ce pays poussent la prosélytisme politique jusqu'à refuser ce que le Parlement a voté ».

Enfin, la Fédération de l'éducation nationale, dont le S.N.I. est la principale composante, a estimé jeudi : il est « possible de prévoir que de graves difficultés surgiront à la rentrée si des dotations supplémentaires ne sont pas accordées » et a appelé ses syndicats à lutter contre « la nouvelle régression que constituent les conditions d'application de la réforme ».

Un francement de sourcils ?

« Nous ne mélangons pas notre position vis-à-vis de la réforme Haby et la campagne pour la révolution de la fonction d'instituteur que nous allons lancer auprès des candidats aux élections municipales. Ce sont les candidatures du calendrier syndical », nous a déclaré M. Guy Georges, secrétaire général du S.N.I. Avis est ainsi donné à ceux qui seraient tentés de voir, dans la dernière initiative de ce syndicat, une arrière-pensée politique, comme l'a fait M. Haby.

Pourtant, les hasards du calendrier font parfois bien les choses. La menace de boycottage de la réforme Haby intervient à un moment où la majorité n'envisage l'avenir qu'avec une certaine inquiétude, tandis que la préparation des municipales autorise les parlementaires de la gauche à hausser S.N.I. et ceux du Syndicat national des enseignants secondaires (S.N.E.S.) se sont rencontrés, le 4 février, pour mettre au point

des actions communes contre la réforme. Le S.N.I. lance, seul, six jours plus tard, une attaque en règle contre la réforme. Faut-il y voir une surenchère d'un syndicat où l'influence des socialistes est déterminante, par rapport à un autre syndicat dirigé notamment par des communistes ? Il serait naïf de croire que les tensions au sein de la gauche n'ont aucune répercussion au niveau de la F.E.N.

Les arguments du S.N.I. pour refuser d'appliquer la réforme dans l'enseignement primaire à la rentrée de 1977 se veulent fondés uniquement sur l'intérêt des enfants. La réforme prévoit la possibilité pour certains enfants d'être admis à l'école primaire à cinq ans au lieu de six pour les autres. Or, le S.N.I. y voit un danger, notamment pour les élèves, qui risquent d'être « propulsés » trop vite. Le décret du 28 décembre 1976 prévoit sur ce point, certes, que les dérogations seront données par les inspecteurs de circonscription à partir d'un dossier établi par le maître de la classe où se trouve l'enfant. Or, cette procédure que les adhérents du S.N.I. appellent « la procédure à la carte » ne leur paraît pas satisfaisante.

Un autre point de la réforme — auquel le S.N.I. est en principe favorable, mais que les instituteurs refusent d'appliquer — concerne les enseignements de soutien et de rattrapage. Le syndicat considère que les moyens d'appliquer ces enseignements ne sont pas donnés et ne vont pas donner l'illusion qu'ils existent.

On le constate donc, la décision du S.N.I. qui fait grand bruit, est avant tout une décision politique. Quant au boycottage de l'application de la réforme en classe de sixième, il ne s'agit pour l'instant que d'une menace. Le S.N.I. a-t-il l'intention de livrer le ministère et le principal syndicat d'enseignants communistes sans doute d'autres développements. Il reste sept mois à M. Haby pour donner aux instituteurs et aux professeurs du second degré l'assurance que des moyens seront dégagés pour l'application d'une réforme dont on ne peut que constater les avantages. Mais pour cela, les syndicats doivent franchir le seuil.

BRUNO FRAPPAT.

LE COMMUNIQUÉ DU S.N.I.

Voici le texte du communiqué du syndicat national des instituteurs : « Le bureau national du S.N.I.-P.E.G.C. a réaffirmé sa condamnation sans appel de la réforme Haby. Examinant les dispositions qui concernent le cours préparatoire, il a décidé de donner à tous les instituteurs concernés la consigne de ne pas appliquer, à la prochaine rentrée, les instructions du ministre par lesquelles sont créés des classes de sixième. Pour permettre les coordinations indispensables, il prend contact dès maintenant avec la fédération des conseils de parents d'élèves. Au niveau des classes de sixième, le bureau national du S.N.I.-P.E.G.C. exige le maintien des horaires actuels dans les matières fondamentales, et le dédouane pour toutes les classes supérieures à vingt-quatre élèves, ainsi que les dotations d'horaires pour les enseignants de rattrapage. Faut-il obtenir satisfaction, il engagera également le P.E.G.C. à refuser l'application de dispositions contraires à l'intérêt et à l'avenir des élèves des classes de sixième ».

(Publié) Albert Beauchamp, président du conseil de l'Union des Athlètes « LA VIE DE JESUS-CHRIST PAR UN ATHEËTE » ou « LA VIE DE CHRISTIANISME » Édition exceptionnelle et surprenante, de l'Union des Athlètes. Par retour contre 12 F. timbres ou chèque Union des Athlètes - 9330 Bellevue

Les nouveaux programmes d'éducation esthétique seront mis en œuvre progressivement

Les projets de programmes d'éducation esthétique en classe de sixième et de cinquième des collèges ont été présentés à la presse, jeudi 10 février, par M. Jean Pénard, conseiller technique au cabinet de M. René Haby, ministre de l'éducation.

L'éducation esthétique se substitue, à raison de deux heures hebdomadaires, aux heures de disciplines artistiques : dessin et musique. Les élèves peuvent compléter cet enseignement par

des options en dehors de l'horaire obligatoire. Il s'agit, a précisé M. Pénard, d'une conception plus globale, dont l'objectif est à la fois « qualitatif et quantitatif », les élèves des collèges (deux millions cinq cent mille) ne bénéficiant pas tous actuellement d'un tel enseignement.

Les objectifs et programmes d'éducation esthétique se veulent libéraux et sont présentés avec prudence. Ils ont été conçus, précise-t-on, « dans un esprit de liberté et de progressivité ». Ils « devraient susciter dans le corps professoral, au cours des années qui viennent, une réflexion approfondie (...) et est exclu d'imposer autoritairement un changement pédagogique qui nécessiterait des compétences

réaliser de petits films et chercher des musiques d'accompagnement de commentateur aussi des films célèbres. Le ministre de l'éducation souhaite qu'un même professeur puisse prendre en charge l'ensemble de l'éducation esthétique. Dans l'immédiat, seuls les professeurs volontaires le feront, mais il est conseillé à tous de travailler en équipe. L'éducation esthétique sera assurée, d'une part, par des professeurs de collège spécialement formés. D'autre part, le recrutement des professeurs agrégés et certifiés devrait être développé.

CATHERINE ARDITTI.

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES À L'UNIVERSITÉ DE BESANCON

(De notre correspondant.)

Besancon. — Le conseil de l'université de Besancon fait état d'une situation financière particulièrement inquiétante. La courbe des crédits de fonctionnement, en francs constants, baisse fortement depuis 1972. M. Jacques Petit, doyen de la faculté des lettres, et M. Pierre Lévesque, président de l'université, viennent de déclarer que le déficit de la faculté des lettres atteignait en fin d'exercice 300 000 F, que la faculté des sciences n'était pas loin de ce chiffre. Les réserves des deux établissements étant épuisées, et que la situation n'était guère meilleure dans les autres U.R.S.

Répondant à cette déclaration de faillite, M. Legohéril, recteur de Besancon, s'est étonné que la faculté des lettres fasse état de 300 000 F de déficit, alors que la situation dressée par l'agent comptable fait apparaître un excédent de crédits non engagés de l'ordre de 100 000 F. L'agent comptable ne peut-elle expliquer par le fait que la faculté n'a pas tenu l'agent comptable au courant des commandes qu'elle passait auprès de ses fournisseurs. Le doute peut-être levé lorsque la faculté, comme M. Edgar Faure l'a souhaité le 3 février au conseil régional, aura produit les comptes de son exercice. Ces comptes, dont le total aura dépassé par le bureau de M. Petit les 100 000 F qui, selon les livres de comptes, lui reviennent.

TROIS PRINCIPES PRÉCISÉS

M. Pénard, doit guider le nouveau enseignement. Il faut « rendre l'éducation esthétique aussi vivante que possible en écartant la sensibilité de l'élève à la communication avec le monde, en facilitant sa fréquentation et sa compréhension des œuvres d'art et en suscitant la créativité de l'enfant ». Le second principe est que la musique, comme les arts plastiques, aient un prolongement, avec l'aide des autres disciplines, dans la danse, l'expression dramatique, la poésie, l'artisanat, l'architecture, l'urbanisme.

Arts plastiques : faire parler les enfants sur leur environnement ; créer des volumes divers pour leur faire découvrir l'espace en faisant aussi intervenir le corps (mime, théâtre d'ombres, expression corporelle) ; pour l'expression, les matériaux peuvent être utilisés.

Musique : cette éducation « repose essentiellement sur l'activité musicale réelle » et non sur une « somme de connaissances théoriques à accumuler ». Si les élèves veulent de la notation musicale figurent au programme, la pratique chorale. Une nouvelle discipline apparaît : le chant. Le programme du cinéma, il s'agit d'initier les élèves à la fabrication d'un film, de leur faire comprendre « la structure de l'image, ses limites et son pouvoir », de leur faire

RELIGION

Mgr ELCHINGER PLAIDE POUR L'HOMME

Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, est en passe de devenir l'écrivain ecclésiastique le plus fécond de France. En 1976, il publiait le *Retour de Ponce-Pont* (Le Monde du 22 juillet 1976). En 1976, c'était le livre-interview *La Liberté d'un évêque* (Le Monde du 7 juillet 1976). Aujourd'hui, les éditions Fayard publient *Je plaide pour l'homme* (1).

Après avoir fait le diagnostic des périls majeurs qui menacent l'humanité, périls dont certains se font complexes — par exemple la pollution — par exemple la masse media pour laquelle l'auteur n'est guère tendre, — l'ouvrage traite des signes de renouveau et des exigences du dialogue, du rôle de la femme, de l'enseignement et des hommes d'Eglise.

Mgr Elchinger se veut optimiste mais l'espérance n'est pas une vertu qui se suffit à elle-même : elle suppose un grand courage intellectuel et la volonté d'affronter l'impopularité. L'auteur entend promouvoir des équipes de réflexion, composées de volontaires de l'essentielle, à décider à faire le lien entre la foi et la vie. — E. F.

(1) 300 pages, 37 F.

DÉFENSE

LA MARINE GRECQUE A ACHETÉ DE NOUVEAUX MISSILES EXOCET A LA FRANCE

La marine de guerre hellénique a acheté à la France de nouveaux missiles surface-surface Exocet, renforçant ainsi ses moyens de combat naval en mer Egée et en Méditerranée. Ces armes, dont le prix unitaire est de 3 millions de francs, sont conçus par la Société nationale industrielle aérospatiale (S.N.I.A.S.) et ils seront livrés à la Grèce en deux tranches, les premières lance-missiles déjà construites à Ochebourg.

En 1968, la marine grecque a commandé aux constructions mécaniques de Normandie quatre canonnières rapides du modèle Combattant-3 et, en 1975, elle a acheté six unités d'un type plus moderne, Combattant-3. Sur ces canonnières sont montés des missiles surface-surface Exocet capables de détruire des bâtiments de guerre à une distance de 10 à 15 kilomètres. La Grèce a acheté, à cette occasion, quarante-six exemplaires de ce missile conçu par la S.N.I.A.S. Au début de la semaine prochaine, à Athènes, sera conclu un second accord portant sur la livraison de vingt nouveaux Exocet.

La Grèce a commandé, à la fin de l'année dernière, six nouvelles canonnières rapides, du modèle Combattant-2, dont deux exemplaires seront construits à Cherbourg et les quatre autres assemblés dans des chantiers navals helléniques. Sur ces canonnières seront montés des missiles surface-surface Exocet de conception navarrogienne. La Grèce a commandé cent missiles en tout, dont le coût est moindre que celui de l'Exocet. On observe que la marine turque a, de son côté, acheté les mêmes missiles norvégiens pour ses vedettes.

A ce jour, la S.N.I.A.S. a vendu mille quarante exemplaires de l'Exocet à la France et à dix-sept marines étrangères. Pour seize de ces clients, il s'agit de la version surface-surface de ce missile, et pour les deux autres clients, il s'agit de la version air-surface, tirée depuis un avion.

SPORTS

Omniports

LA F.S.G.T. INTENSIFIE SON ACTION

Longtemps tenue à l'écart du mouvement sportif, la F.S.G.T. (Fédération sportive et grammaire du travail) semble avoir acquis désormais droit de cité. Un de ses représentants a été élu président d'un comité régional olympique, l'action de la Fédération travailliste est de plus en plus adhésive.

C'est ce qu'a expliqué son président, M. René Moustard, lors d'une conférence de presse réunie à Paris, jeudi 10 février. La F.S.G.T., a indiqué D. Moustard, entend exercer son influence « non pour polémiquer, mais pour traverser la situation des pouvoirs publics ». Ce qu'elle souhaite, c'est que le mouvement sportif prenne conscience à travers ses représentants, et notamment à travers le CNOSEF (Comité national olympique et sportif français), qui regroupe toutes les fédérations. Celui-ci réunissant son assemblée générale le 5 mars, la F.S.G.T. estime que ce sera l'occasion de tenir un véritable congrès et de définir la position du sport français quelques mois après les Jeux olympiques de Montréal.

A ses yeux, une dérobade des dirigeants du CNOSEF rendrait désormais l'effort collectif qui s'impose pour parvenir à l'équilibre de pouvoir entre le gouvernement et les fédérations. A ce titre, elle déplore que le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports n'ait pas déféré à sa demande d'audience, et que le président du CNOSEF n'ait pas répondu à sa proposition de débat sur la situation du sport français. Ces marques de défiance l'étonnent, alors que, affirme M. Moustard, « nous ne combattons pas la politique du gouvernement, nous lutons pour le sport français ».

Le Comité français Pierre-de-Coubertin a donné un manifeste publié, jeudi 10 février, a lancé un appel au Comité international olympique et pour la sauvegarde des Jeux olympiques, « proposant la suppression du défilé inaugural par équipes, des hymnes nationaux et des épreuves par équipes ».

Voile

DE PLUS EN PLUS DE BATEAUX SUR LA ROUTE DES SOLITAIRES

La décision d'organiser une course transatlantique en solitaire sans limitation de taille des voiliers (*le Monde* du 19-20 décembre 1976) a été annoncée officiellement, jeudi 10 février, par le comité organisateur mis sur pied par un publicitaire, M. Michel Etvenon. La course partira en novembre 1978 d'un port breton, et son arrivée aura lieu à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Organisée afin de maintenir un idéal de liberté et d'imagination, cette compétition ne s'en appellera pas moins la « Course du rhum ». Elle tend à se substituer à la fameuse course en solitaire patronnée par l'Observateur, mais qui, à l'exception de la traversée de la Manche, ne s'agit que d'une course de vitesse. Les bateaux ne dépassant pas 12,50 mètres (*le Monde* du 14 décembre 1976), les participants, en liaison avec l'Union nationale française des croisières côtières, se proposent de mettre sur pied une course transatlantique en solitaire, réservée aux bateaux de moins de 6,50 m.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET. — Dans le match « retour » des quarts de finale de la Coupe d'Europe féminine (groupe B), le Clermont Université (C.U.C.) a été battu par l'Etoile rouge (93 à 66). La C.U.C., qui avait gagné le match « aller » par 85 à 70, doit encore remporter Barcelone et Riga pour ces quarts de finale, mais à toutes les chances de se qualifier pour les demi-finales.

SKI. — Aux Menutres, Patricia Simonet a remporté le titre de championne de France de slalom spécial (85 sec. 12) devant Fabienne Serrat (85 sec. 86) et Martine Louche (88 sec. 62). Ferris Felen est tombée dans la première manche. Aux Agudes-Pegresoude le titre national masculin de slalom spécial est revenu à Philippe Eberly (104 sec. 49) devant Jean-Pierre Barrois (108 sec. 32) et Patrick Antonelli (108 sec. 79).

FAITS JUGEMENTS

Le système incrimination

Le système incrimination, qui consiste à faire passer un individu d'un système de justice à un autre, a été critiqué par le ministre de la justice, M. Jacques Guyot. Il a déclaré que ce système était « contraire à l'équité » et qu'il « portait atteinte à la présomption d'innocence ».

Attentat

Un attentat a été perpétré à la gare de Lyon, le 10 février, par un individu qui a lancé une bombe. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Les auteurs du holocauste

à vingt ans et quinze

Après trois heures de délibéré, la cour d'appel de Paris a condamné à la réclusion criminelle, pour le holocauste, deux auteurs du holocauste, à vingt ans et quinze.

A propos de la condamnation, le président de la cour d'appel, M. Jean-Louis Pélissier, a déclaré : « Ces deux auteurs du holocauste ont été condamnés à la réclusion criminelle, pour le holocauste, à vingt ans et quinze ».

Attentat

Un attentat a été perpétré à la gare de Lyon, le 10 février, par un individu qui a lancé une bombe. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Vol de drogue

Un vol de drogue a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a volé une valise contenant des stupéfiants. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

Meurtre

Un meurtre a été commis à Paris, le 10 février, par un individu qui a tué une femme. Le suspect a été arrêté et est actuellement en garde à vue.

L'Amérique de votre choix

BOSTON
NEW YORK
DETROIT
WASHINGTON
CHICAGO
NEW ORLEANS
ST. LOUIS
MIAMI
DALLAS

Toujours fidèle à sa politique de tarifs raisonnables, quelle maintenance depuis des années, LOFTLEIDIR vous permet, sans contrainte, de découvrir l'Amérique.

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

- vol quotidien New York aller-retour F. 1.795 (*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour F. 2.205 (*)

Ces tarifs ouverts à tous n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

LOFTLEIDIR a également à votre disposition toute une gamme de tarifs particulièrement intéressants pour de courts séjours (tarifs excursion 21 jours sans minimum de séjour) ou de très longs séjours (billet valable 1 an).

Comparez vous-même ces tarifs avec ceux qui vous seront proposés par d'autres compagnies régulières.

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom. _____
Adresse. _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 3 à 30 jours, à partir de 1.890 F comprenant le transport aller-retour Luxembourg-New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lit. 345 A)

N'oubliez pas de souligner également la possibilité d'une escale touristique en Islande lors de votre voyage transatlantique.

(*) tarif excursion 22/45 jours.

Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom. _____
Adresse. _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.73.41

Nom. _____
Adresse. _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

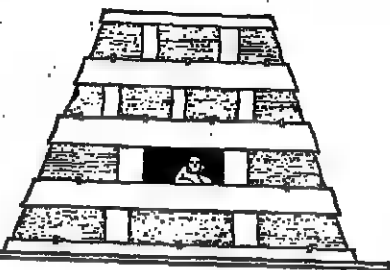
A Rio, le Relais Tumbo vous indiquera tous les itinéraires de l'Amazonie qui font peur aux touristes.

مكزا من الأصل

Le Monde

du **TOURISME**
et des **LOISIRS**

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI



(Dessin de PLANTU.)

MÊMES DROITS MÊMES DEVOIRS

Ajaccio. — « Jamais un Corse n'a pris le soleil pour atténuer sa couleur », dit le proverbe. Participant à l'émission de la radio-télévision belge « Europe latine », aux côtés de trois journalistes et d'un avocat corse, le docteur Edmond Simeoni s'est amusé, en réponse aux questions des téléspectateurs, à souligner que les visiteurs sont dans l'île en toute sécurité. Les organisations clandestines elles-mêmes (sur lesquelles le leader autonomiste se montre d'ailleurs sévère, se défendant de tout amalgame) ont à maintes reprises décliné la robe des pharaons. Il n'est pas moins vrai que les slogans sous forme de graffiti (L.F.P. = I Français for) « les Français dehors » ont été — on s'en souvient — de nature à engendrer un sentiment de malaise. Le conditionnel qui s'ajoute ne peut pas être celui que certains ne veulent pas de lui, d'autant que l'île se refuse aussi à l'insécurité touristique ou, selon la terminologie la plus en vogue, la balnéation. C'est pourquoi, dès son retour, Edmond Simeoni a lavé les autonomistes « à l'eau des slogans du type L.F.P. » leur préfixant ce mot d'ordre : « L.C.F. » « L'Colonialisme Français ». « Les colonialistes dehors ». Si il a rendu la main aux conditions sous lesquelles en Corse, leur disent dans ce monde de Rance et d'Ajaccio... Vous avez les mêmes droits que nous, mais aussi les mêmes devoirs. Vous ne pouvez plus rester des spectateurs. Participez à l'action politique de votre île, rejoignez-nous si vous le souhaitez, mais surtout apprenez notre histoire, apprenez et parlez aussi la langue corse. Ce sont là les meilleurs moyens de nous aider à notre développement.

Opération éducation ? Non, car l'immense majorité des Corsais, sur ce point, pensent comme Edmond Simeoni. C'est surtout la nécessité de réaffirmer opportunément que le point de vue est en Corse, non seulement en sécurité, mais qu'il doit aussi se sentir protégé.

PAUL SILVANI.

L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

VOLS SPÉCIAUX A.-R.

NEW-YORK : 1.498 F
(départ Pâques)
NEW-YORK : 1.758 F
KARACHI : 2.208 F
BANGKOK : 2.258 F
DELHI : 2.258 F
BOMBAY : 2.258 F
COLOMBO : 2.500 F
MEXIQUE : 2.950 F
SEYCHELLES : 2.950 F
SINGAPOUR : 3.290 F
HONG-KONG : 3.300 F
TOKYO : 4.200 F

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 77
Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Les vacanciers sont-ils des intrus ?

La question de briser l'été. Le désir de vacances est tel qu'il se renouvelle pas à pas, même en période de conjonction. Les départements du littoral, par exemple, ont des difficultés à fournir les services nécessaires à cette activité touristique. Les vacanciers ne sont pas des intrus, mais ils sont des intrus.

La question de briser l'été. Le désir de vacances est tel qu'il se renouvelle pas à pas, même en période de conjonction. Les départements du littoral, par exemple, ont des difficultés à fournir les services nécessaires à cette activité touristique. Les vacanciers ne sont pas des intrus, mais ils sont des intrus.

La question de briser l'été. Le désir de vacances est tel qu'il se renouvelle pas à pas, même en période de conjonction. Les départements du littoral, par exemple, ont des difficultés à fournir les services nécessaires à cette activité touristique. Les vacanciers ne sont pas des intrus, mais ils sont des intrus.

La question de briser l'été. Le désir de vacances est tel qu'il se renouvelle pas à pas, même en période de conjonction. Les départements du littoral, par exemple, ont des difficultés à fournir les services nécessaires à cette activité touristique. Les vacanciers ne sont pas des intrus, mais ils sont des intrus.

Le littoral malade de son succès

Ceux qui possèdent les Alpes ont pu les vendre plus cher, au meilleur prix, la valeur des terres n'augmentant pas, après la dévaluation de la monnaie. L'emploi ? L'industrie de la région occupe deux cent cinquante à trois cent mille personnes. La région occupe deux cent cinquante à trois cent mille personnes. La région occupe deux cent cinquante à trois cent mille personnes.

Ceux qui possèdent les Alpes ont pu les vendre plus cher, au meilleur prix, la valeur des terres n'augmentant pas, après la dévaluation de la monnaie. L'emploi ? L'industrie de la région occupe deux cent cinquante à trois cent mille personnes. La région occupe deux cent cinquante à trois cent mille personnes.

La Grande-Motte sous le soleil de l'hiver

Il n'y avait rien. Rien que du sable et des montagnes. Les pêcheurs se mettaient des cloches à la ceinture sur la tête pour ne pas être piqués. La Grande-Motte, station balnéaire, dressée sur des dunes, est devenue une collection de pyramides. Les vacanciers ne sont pas des intrus, mais ils sont des intrus.



Dans un Relais Jumbo aussi, vous trouverez de belles brochures. Mais en plus, des gens qui connaissent le pays mieux que les brochures.

Les brochures, c'est bien beau. Mais ne vous feront jamais découvrir un pays. Partez avec Jumbo, vous êtes sûr de pouvoir aller à votre façon. Pendant votre voyage, vous pourrez aller voir le Jumbo. Jumbo est une équipe de débrouillards qui connaît l'endroit où aller sur le bout du doigt. Vous avez des idées de découvertes ? Jumbo vous les réalise. Si vous n'en avez pas, elle vous en donne. Et vous les vivez. Tout seul. C'est l'aventure Jumbo. Dans 23 pays.

la formule Jumbo. Pour le prix d'un billet d'avion, Jumbo vous offre 3 nuits d'hôtel à l'arrivée et des Jumbobéquies (à échanger par exemple contre des nuits d'hôtel ou de location de voiture).

Jumbo, c'est la formule qui vous permet de sentir perdu. Ni prisonnier.

Il y a 29 Jumbos sur 4 continents. En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyage et dans les agences Jumbo.

Si vous voulez la brochure Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom _____
Prénom _____
Rue _____
Code postal _____
Ville _____

A envoyer à Ted Bates
Jumbo : 11 Bellini - Puteaux

VILLES DE FROID, VILLES DE CHAUD

TOURISME

Helsinki : le plaisir de construire

A MATEURS de vieilles pierres, n'allez pas à Helsinki. D'abord, cette ville, devenue la capitale de la Finlande, a été construite en bois. Ensuite, parce qu'elle a maintes fois brûlé. Enfin, parce que la capitale de la ville actuelle a été fondée à partir de 1812 par un colon allemand, Karl Ludwig Engel, qui après une période de domination suédoise le pays venait à passer sous la coupe des Russes lors de la guerre de 1808-1809. Les tous-venants qui, au moment de l'indépendance, débauchent chaque jour sur la presque granitique d'Helsinki, les matériaux d'une ville moderne officielle, les matériaux du « Premier Empire ».

Engel — sorte d'Hausmann pour une localité qui, à l'époque, ne dépassait pas cinq mille âmes — construisit des golfes, dynamitant la roche, capable de larder perspectives, d'une zone capitale, mais sans capitale, dont la population a enregistré un déclin et demi, mais en com-

de laquelle on a pu lancer un réseau de traways et aujourd'hui plus de cent mille voitures.

Dernière réflexion : l'aviation en 1917, les blindés n'ont pas encore le point. Ils sont pourtant moins de cinq millions à se partager en Amérique, alors que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, partout ailleurs en Europe, l'Espagne, ont chacun les siens prodigieux. Ce n'est que le gaspille point.

L'urbanisme est en terre. Les villes ne sont pas faites pour les automobiles. Elles ne le seront jamais.

Voyager en train, c'est la discipline. En automobile, c'est l'indiscipline. En avion, c'est l'impardonnable. En paque-

courir la France sans goûter aux plats régionaux.

Pour Helsinki, rien n'est plus facile. A la belle saison, il suffit de grimper dans les rames de tramway de la ligne numéro 3. Partant du port, elles parcourent à travers la ville un itinéraire en forme de huit qui dessert trente-trois points les plus intéressants. Des haut-parleurs diffusent dans les wagons un commentaire en quatre langues (mais pas en français, hélas !) qui illustre le voyage.

La gare centrale construite par Eliel Saarinen en 1914, l'immeuble des assurances sociales des-

né par Alvar Aalto en 1958, le palais Finlandais conçu par le même architecte en 1971 est une œuvre d'inspiration humaniste d'Helsinki. C'est quelque-uns des bâtiments les plus intéressants architecturaux. Il y a aussi une école, même, en supplément, à visiter une fois à Helsinki avec des semblables que passionnants : la cathédrale luthérienne, la cathédrale orthodoxe (deux toutes deux du siècle dernier) et surtout le palais de la musique de Tampere. Imaginez une fosse circulaire profonde de 10 mètres forée en plein

intimement mêlés, comme les classes sociales qui les occupent. Les bâtiments se fondent dans la nature et ne sont empruntant que des éléments différents. Enfin, une énergie, l'eau chaude, le chauffage électrique.

Tapiola existe et fleurit. Ses dix-huit mille habitants — dont 90 % sont propriétaires de leur logement — sont considérés par tous les Finlandais comme des privilégiés. Tapiola est aussi pour ses ministres et les architectes du monde entier un lieu de pélerinage.

rinage. On y a ouvert un bureau d'accueil et organisé des circuits de visite, tant les visiteurs sont nombreux. Car ce qui a été imaginé ici il y a un quart de siècle inspire peu ou prou tous les promoteurs de villes nouvelles.

Pourtant, à Tapiola, on chercherait en vain le tape-à-l'œil, les audaces architecturales. Le bonheur de vivre résulte, ici, de l'humilité des concepteurs devant les besoins réels des hommes, de leur obstination à faire respecter le plan initial au cours de la construction, de leur souci du détail. Tout cela ne se découvre qu'un coup d'œil. **Parallèle** pressés s'abstenir !

Kivenlahti, par exemple, encoure 10 kilomètres plus à l'ouest, s'édifie dans un merveilleux site de bord de mer — milieu des blocs de granit et des sapins. Hélas ! ce sont des collectifs de huit étages qui grimpent, des marinas qu'on prévoit sur le rivage, une tour de 60 mètres qui servira d'orgueilleux signal à la cité prévue, une autoroute qui borde les immenses et qui...

Bref, Tapiola n'est un quartier historique, un rêve qui déjà s'éveille, n'est, un projet unique.

ans, peut-être, Tapiola comme chez nous un photographe les bastides de la guerre de Cent Ans. Chacun ses vieilles pierres...

MARC AMBROISE-RENDU

Lima : dans l'oppression des contrastes

LIMA est une capitale. C'est des églises, des raclements de trottoirs, où se toisent des statues sculptées et des grilles en fer forgé, où des agiles se chargent d'être maladroites et de se faire maltraiter à l'arrêché colonial, qui, le dimanche, vibrent dans des microphones pollués et baveux, et des embouteillages bruyants, de ses fous de transports, qui se débattaient à l'effluve pressé, des aristocrates d'autrefois. Et les quelques bourgeois essaient de retrouver, le dimanche, l'été des années ornant une porte, les costumes de la vieille Espagne qui s'entassent à la ville.

Lima, la vibrante. C'est des quartiers populaires de La Victoria, des faubourgs et de la ville, paradis des marchés et de l'ombre, des porches. La Victoria, refuge de la population qui, la nuit, s'anime sans cesse, « musiques », rythme syncopé inspiré de la cumbia colombienne. Au de

comme en fin de semaine, son
 corps se tordait et se soulevait on-
 dulant au rythme du « calzon »,
 une danse à deux creux, à trois
 temps sans répit. Après minuit,
 sous les yeux de la foule, les
 danseurs et danseuses qui se bal-
 laient, se tordaient et se soule-
 vaient, cherchaient un instant à se
 déshabiller et chanter, d'une
 voix que le rhum et le vin leur
 donnaient sans rémission, mais
 l'on entendait de sa vieille, qui,
 après lui et tout le monde, dansait
 par-dessus tout, dansait sur ses ge-
 noux.
 C'était la bourgeoise. C'était des
 rues commerçantes, c'était des
 quartiers du Miraflores, c'était de
 l'avenue Larco, c'était Campes-
 Elysees - de la capitale, c'était
 des élégantes qui se plaignent
 de l'Europe européenne. C'était des
 jolies Limbénens brunes et
 l'ample décolleté et le pantalon
 collant, qui décollaient de
 leurs vitrines, roulaient in-
 cessamment les regards sur les
 jeunes hommes, les volantes
 conquérantes. L'avenue Larco ou
 le peu d'argent de la
 bourgeoisie péruvienne, tout le
 terre qui leur désespérait le
 au Pérou pour s'aggraver
 les images d'au-delà de l'océan.

[illegible]

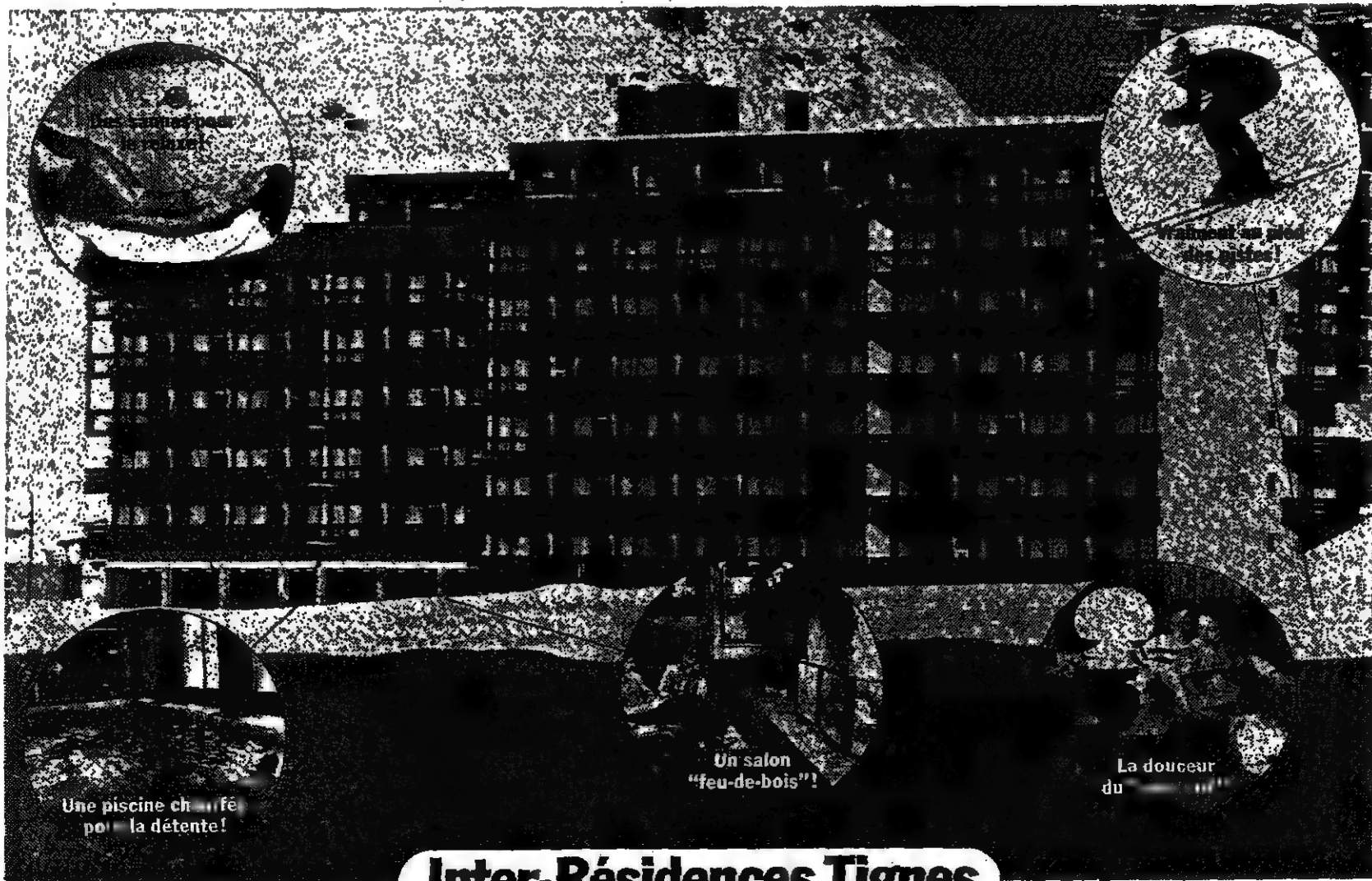
périphériques, où, ■■■ vendrai-
 soir, ■■■ que tombe la nuit, ■■■
 ■■■ et ■■■■ pour ■■■■
 ■■■■, d'argent, ■■■
 ■■■■ l'on va ■■■■
 un jour, mais que l'on ■■■■
 ■■■■, qui ■■■■
 plus ■■■■
 quitter la pauvre baraque du
 bidonville et de s'installer enfin
 dans un beau quartier. Et l'on
 parle et l'on boit jusqu'à ce
 que, abouti par la bière ou le
 plaisir, il faille rentrer en lit
 ■■■■ jurant, au bras du
 petit gosse vers remonter le
 père à la maison.
 Lima aux multiples visages.
 Où le Pérou espagnol, le Pérou
 indien, le Pérou noir, s'observent,
 sans ■■■■ s'interpénétrer.
 ■■■■ de ■■■■ jours
 et ■■■■ résignations
 gommer petit à petit
 perspective d'un ■■■■

Où le vie dessinent insupportable,
 ■■■■ tant de contrastes
 ■■■■ de tant de répétitions
 d'un ■■■■ sans joie
 espoir.

THIERRY MALINIAK.

THIERRY MALINIAK

**Achetez vos vacances-ski pour la vie! Dans un cadre luxueux.
10000F* une fois pour toutes. C'est ça la copropriété par semaines.**



Inter-Résidences Tignes

Finir les vacances à fonds perdu!

Aujourd'hui, les vacances-ski ne se louent plus à fonds perdu, elles s'achètent par semaine, **111 222** pour toutes, pour toujours.

**Inter-Résidences, l'assurance
d'un luxe et d'un confort qui nous
paraissent tout naturels.**

Inter-Résidences dresse sa belle architecture à Tignes au Val-Claret, au pied des pistes. Puisque vous achetez vos vacances pour toujours, autant que chaque détail compte.

Votre studio de 2/3 ou 4 personnes, complètement équipé de la cuisine à la salle de bains, bénéficie d'un mobilier sophistiqué qui rend la douceur du "chez soi".

Une belle piscine couverte et chauffée, deux saunas, un salon feu-de-bois, une salle de jeux pour enfants, des casiers individuels pour skis et chaussures, des interphones, tout est prévu des détails du savoir-vivre indispensables. Accueil souriant et gestion attentive.

Unpublished **Not protected**

Votre acte d'achat d'une ou plusieurs semaines de vie est déposé chez notaire. Vous êtes le propriétaire de votre semaine-vacances, transmissible comme tout héritage et cessible si vous le désirez. Tignes est l'un des plus beaux domaines skiables du monde. La valeur d'une réalisation telle qu'inter-

Résidences, dans un lieu aussi privilégié, peuvent que consolider votre **Projet Immobilier**.

* QUELQUES EXEMPLES DE PRIX * :		
1 ^{er} SEM. DE JANVIER	4 PERS.	10.000 F
2 nd SEM. DE JANVIER	2/3 PERS.	5.000 F
3 rd SEM. DE JANVIER	4 PERS.	10.000 F

¹⁰ tarifs réduits jusqu'au 15 avril 1977 + charges annuées

Inter-Résidences Tignes

RÉALISATION ET GESTION:
INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT SA GENEVE SUISSE

— — — — —

LM Pour recevoir notre documentation gratuite,
renvoyez, aujourd'hui, ce bon à découper.

NOM _____
ADRESSE _____

TÉL. BUR. _____ TÉL. _____

INTER-RÉSIDENCES
5, RUE DU HELDER - 75009 PARIS - TÉL. 770.95.49/95.30

NESIE.
 From the banks of
 the Legion de Ball

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

Collection SOLARAMA
Éditions SOLAR

[illegible]

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

1000

هكذا من الأصل

D'AUJOURD'HUI

LA GRANDE-MOTTE SOUS LE SOLEIL DE L'HIVER

(Suite ■■■■ 11.)

Il a pourtant bien fallu s'adapter. De nombreux appartements « balnéaires » ne sont pas chauffés. Les habitants sont obligés de se chauffer eux-mêmes. « L'hiver, on ne vit pas chez soi », expliquent les promoteurs, toujours prompts à couper une pièce en quatre. M. Méchali habite la pointe d'une pyramide. En haut, partout, des terrasses inutilisées « hors saison ». « Mais on ne peut pas faire faire tous les meubles sur mesure », Gale, ajoute : « On trouve-voilà pas que l'appartement me ressemble. »

On comprend ce qui séduit : si, sinon la présence d'une âme, du moins celle d'un certain caractère. L'impression de se trouver à l'intérieur d'un monument. L'émotion dans l'éléphant. Il y a, bien sûr, aussi cette soif de consommer, de profiter de l'aménagement touristique en place l'année durant, d'avoir à quelques-uns les jouissances des installations balnéaires. Même si l'hiver la mer est froide.

« client », avoue le patron d'un bar, qui, cependant, reste ouvert « parce qu'il faut bien qu'il y ait un qui commence ». L'ennui guette derrière le manège. « On n'appelle, et lorsque l'arrivé de l'hiver, c'est vraiment pour bavarder ou pour prendre un petit verre », le jeune médecin qui vient de s'installer à La Grande-Motte envisage de « faire » ailleurs des « cas » plus « intéressants ». A l'école, où il y a quatre cents élèves, la directrice de la maternelle explique : « Nous n'avons pas à la suite d'une année sur l'autre, ce ne sont pas les mêmes. Les gens ne restent pas. Ce sont souvent des enfants de couples défaits... » Des administrés très difficiles, reconnaît le secrétaire de mairie, au moins l'incident de l'été qui nous. Si un chien mord un passant, nous avons dix coups de fil... »

« Se serrer les coudes »

L'été dernier, un garçon de treize ans a fait une fugue. Il a vécu pendant une semaine dans un appartement... Les parents sans que... Dans ces grands ensembles, l'été est un moment agressif, et c'est l'on se

parle volontiers, c'est peut-être même par pure nécessité... Ces pionniers de l'hiver méditerranéen arriveront-ils à s'entendre sur ces lieux qui ne les attendent pas ? Pour l'instant, représentants d'une seule catégorie sociale on presque — le tourisme social ne prend pas, à La Grande-Motte — les Grands-Mottos ont quelques difficultés à voir et à penser au-delà de leurs barreaux triangulaires. Leur ville, construite sur le parti d'une monnaie industrielle, ne leur permet pas d'y rencontrer la diversité humaine d'une ville, et tous ces tréteaux rangés, ces parois pliées, ces affiches des vedettes de l'été que le vent agite, les noms inscrits au fronton des immeubles : Capri, Fidji, Trois îles, leur font oublier parfois qu'un autre monde existe dans lequel les pyramides s'élèvent. Mais c'est que les Grands-Mottos, jusqu'à assés, et qui cherchent à se faire en fonction de leurs capacités à accueillir des visiteurs, pour- ront-ils transformer leur ville ?

ser en cet endroit ? Un lycée olympique ? On y pense.

Mais il est probable que la « nature » reprendra le dessus. Faisons un peu de tourisme à cette « vocation » touristique qui remonte aux épreuves de l'architecte Balladur, il faut l'affirmer encore davantage. Aujourd'hui, les responsables n'imaginent pas de construire un golf — les travaux sont d'ailleurs à l'étude — et même un hippodrome ! On s'est d'ailleurs les clients de Nice ou de Cannes.

Deux mois sur deux

On dépense des sommes folles pour l'entretien des espaces verts dans un pays où l'on sait de bon sens depuis longtemps que rien ne pousse comme on pouvait s'y attendre. Les peupliers sont morts ; on les a remplacés par des pins. On a l'avenue de l'Europe, passé la Coifferie, le Miam-Miam et l'Acapulco, un pré borde la mer. La Normandie. L'entretien de ce « jardin de verdure », assuré jusqu'à la mission, revient à la municipalité. Les Grands-Mottos ne sont pas habitués aux dépenses.

En habitant La Grande-Motte toute l'année, peut-être se sont-ils donné l'illusion d'être des privilégiés. Le sont-ils vraiment et n'ont-ils pas plutôt obéi aux séductions de ceux qui valent mieux à faire valoir une utilisation « deux mois sur deux » des constructions mises à la vente ?

Les temps ont changé. Le grand projet de retenir dans des stations balnéaires de prestige les touristes déferlant vers l'Espagne apparaît aujourd'hui dépassé. Les difficultés économiques de ces dernières années ont incité à des conversions. L'attrait pour le soleil et la mer explique la suite. Si puissants magiciens qu'on veut encore les y trouver à la morte saison quand le ciel est couvert de nuages et que le vent soulève les flots.

CHRISTIAN COLOMBANI.

« A la chasse à la sangsue... » Biologiste à l'université de Californie, M. Roy Sawyer invite, moyennant 1 575 dollars, tout compris, les touristes en mal de découvertes nouvelles à traquer en sa compagnie, en Guyane française, l'hémiptère géant, une sangsue géante dont la longueur peut atteindre jusqu'à 7 centimètres.

C'est en vue de les acclimater dans des laboratoires californiens que ce « tour-opérateur » improvisé lance ses « expéditions » intéressées. Car il entend étudier le système nerveux de ces animaux et servir de les utiliser à la mise au point d'un antidouleur. — (A.F.F.)

A pied, à cheval et à vélo... sur les rails

Il s'agit d'une question écrite de M. Roger Poudou, sénateur (Union centriste). Au Pas-de-Calais, le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, ainsi que les autres ministres concernés, ont été saisis pour permettre aux collectivités locales de racheter les lignes désaffectées par la S.N.C.F. et de les transformer en pistes réservées aux piétons, aux cyclistes, aux cavaliers.

En 1975, rappelle le ministre, un conseil interministériel a autorisé l'Etat à proposer aux départements provinciaux un montant de 50 % du montant des travaux lorsque ces derniers sont destinés à l'aménagement. Dans le tableau ci-joint figurent, département par département, les actions entreprises dans ce sens au 1^{er} janvier 1977.

DÉPARTEMENT	SECTION	LONGUEUR (kilomètres)	REUTILISATION
AIENNE	Gaube-Lanols	33 (40 hectares)	Itinéraire touristique pour piétons, cycles, cavaliers, complété par 15,500 km de chemins ruraux. Sentier piétonnier et équestre.
ALLIER	Montignou-Néris-les-Bains	8	
ANDERRE	Challange-Auby (Givry-en-Argonne)	7,433	
CORREZE	Uzerche à Sellas	8 environ	Itinéraire piétonnier, cycles, cavaliers, carrioles.
COTES-DU-NORD	Saint-Méen - Landerne	60	Itinéraire touristique pour piétons, cavaliers, carrioles.
	Carchal - Landerne	72	Itinéraire touristique pour piétons, cavaliers, carrioles.
	Le Hinglé - Dinan	90	Itinéraire touristique pour piétons, cavaliers, carrioles.
FINISTÈRE	Carchal - Madair		
	Carchal - Châteaulin		
	Châteaulin - Camaret		
GERONDE	Expit-Sauveterre-de-Guyenne	22,72	Chemin de fer touristique.
	Cavignac - Coutas	19,222	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
INDRE-ET-LOIRE	Vouvray - Reugny	51	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
LANDES	Léon à Saint-Vincent-de-Tyrosse	34	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
	Dax à Bay	24	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
	Seignosse à Labenne	24	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
	Elis à Labouheyre	28	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
	Mont-de-Marsan - Saint-Symphorien	32	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
LOIRE-ET-CHER	Onzouer-sur-Trézée à Loris	10	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
MARNE	Givry-en-Argonne - Cernay-en-Dormois	10	Itinéraires touristiques pour piétons et cyclistes.
HAUTE-LOIRE	Entray-Montmirail	30	Itinéraires piétonniers.
HAUTE-SAONE	Cernay - Senheim	13,33	Chemin de fer touristique.
HAUTE-SAVOIE	Annecy - La Balme à Bredan	11,3	Piste cyclable.
YONNE	Allant-sur-Tholon - Charbey		Piste piétonne.

CROISIÈRE DE LUMIÈRE EN MÉDITERRANÉE

EGYPTE (Alexandrie - Le Caire - Louxor - Port Saïd)
ISRAËL (Haïfa - Bethléem - Jérusalem)
GRÈCE (Heraklion - Athènes)
du 16 au 29 Avril 1977, au départ de Villefranche-sur-Mer à bord du M/T DANAE, dernier et plus grand navire de croisières de grand luxe.

Carras, c'est aussi des croisières l'année, en Méditerranée et Mer Noire, en Europe du Nord et aux Caraïbes. Croisières touristiques, croisières « à thème » organisées autour d'un centre d'intérêt.

Même si vous avez tout vécu.

Carras. Renseignements : Votre agence de voyages ou l'agent général HAVAS VOYAGES MATHEZ : 14, rue de la République - NICE. Tél. 04 93 55 11 11. VIAZUR : 15, rue de la République - NICE. Tél. 04 93 55 11 11.

TOURISME

MONNAIES DE COLLECTION
B.R.E.D.
Banque Régionale d'Épargne et de Dépôts
DÉPARTEMENT NUMISMATIQUE
Achat - Expertise - Vente
24, rue de la République - 75002 PARIS
Tél. : 332-71-23 et 337-96-60.

2^e semaine mondiale du tourisme et des voyages 11-20 février

Jersey 116 km² de Charme

réellement charmante et étonnante cette toute petite île qui a su conserver son indépendance, ses lois et ses coutumes. Les adorables petits ports de pêche succèdent à immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et dans la capitale, Saint-Hélène, le shopping détaxé vous fera rêver. Les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques voisinent avec des palaces très grande classe. Jersey, oasis de paix et de beauté vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix.

Jersey est présent, Stand 1730, la 2^e Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages, Centre International de Paris, Porte Maillot.

GRATUIT Pour recevoir une documentation en couleurs, avec la gentillesse de réserver ce coupon, en timbrant à 1,40 F à l'Office National du Tourisme, Service France LPI Jersey (les Anglo-Normandes).

Nom _____ Adresse _____

Envoyer à : Office National du Tourisme, Service France LPI Jersey (les Anglo-Normandes), 100, rue de la République, 75002 Paris.

TOUT LE MONDE PEUT DONNER DES CATALOGUES. HAVAS VOYAGES DONNE AUSSI DES CONSEILS.

HAVAS VOYAGES

numismatique

POUR PARLER FRANCS...

■ **L'art de d'or pour Carvin.** — Le deuxième prix du « De d'or » de la haute couture a été décerné à Pierre Cardin pour la créativité de sa collection de printemps par un jury de rédacteurs de mode. Ce trophée en vermeil sur socle de roche, créé d'or, est signé Cartier comme il a Agnelli à son pelote d'essai pour décerner cette saison.

3.00 F. bronz. bistre et bleu.
Maquette de Boris Ostapenko, gravé
par Claude Andreotto.
Impression taille-douce; atelier du
Musée de France.

Le mise en vente anticipée :
- Les 26 et 27 février, de 9 h. à 5 h.,
au bureau de poste d'Impos-
sibilité à l'hôtel de ville, place
Broglie, à Strasbourg -- Châtelineau
premier jour.
- Le 28 février, de 9 h. à 12 h.,
au bureau de Strasbourg S.F. -- Boffe

BUREAUX TEMPORAIRES

■ **St-Je-Pierre-et-Miquelon** (Maison communale des Arts et de la Culture), du 1. et 3 avril. — Quarante exposition philatélique.

■ **St-Pierre** (Palais des arts), du 22 et 24 avril. — Vingt-trois congrès philatéliques du groupement Breizhenn.

...us douces.

...spéciales pour yeux sensibles,
...exibles : flexibles en raison de
...sibles au contact très doux sont
...sibles pour votre entourage. Si
...z dû renoncer à porter d'autres
...Gratuitement. Il y a de grandes
...nt.

75008 PARIS

correspondence
card.

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

Hippisme

DU RIFI A VINCENNES

Nous sommes aux deux tiers de la trilogie trottoire : prix d'Amérique, prix de France, prix de Paris. Belino avait été le premier vainqueur par une tirade qui avait fait perdre toute la troupe, à l'exception de Késer, battu seulement d'une courte tête. Le même Belino a dominé la seconde place, dans laquelle Belino, qui avait cette fois la chance d'être battu, a été battu par un bout de fil sur le devant de la scène — en haut de la monté, quand un bonnet rouge s'est rapproché de la tête du peloton, — à l'arrière-plan.

La troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

Le troisième partie de l'œuvre se servira de la même généralité. Elle a dire, val, ou fait déjà celle-ci : Belino, après un passage en vain en décembre, est devenu le meilleur, à l'arrière-plan : il est possible qu'il puisse encore rendre de la distance sur un long parcours, comme celui qui lui a fait perdre la première place à Paris ; il ne peut plus jusqu'à 2 800 mètres.

échecs

N° 696

DU CLOUAGE A L'INTERCEPTION

TOURNOI INTERNATIONAL DE NUREMBERG (1976)
Blancs : V. KOROTKOV
Noirs : L. PARSAGIAN
Début original

1. d4 c5 2. d5 e6 3. d6 d5 4. d7 d4 5. d8 d3 6. d9 d2 7. d10 d1 8. d11 d0 9. d12 d9 10. d13 d8 11. d14 d7 12. d15 d6 13. d16 d5 14. d17 d4 15. d18 d3 16. d19 d2 17. d20 d1 18. d21 d0 19. d22 d9 20. d23 d8 21. d24 d7 22. d25 d6 23. d26 d5 24. d27 d4 25. d28 d3 26. d29 d2 27. d30 d1 28. d31 d0 29. d32 d9 30. d33 d8 31. d34 d7 32. d35 d6 33. d36 d5 34. d37 d4 35. d38 d3 36. d39 d2 37. d40 d1 38. d41 d0 39. d42 d9 40. d43 d8 41. d44 d7 42. d45 d6 43. d46 d5 44. d47 d4 45. d48 d3 46. d49 d2 47. d50 d1 48. d51 d0 49. d52 d9 50. d53 d8 51. d54 d7 52. d55 d6 53. d56 d5 54. d57 d4 55. d58 d3 56. d59 d2 57. d60 d1 58. d61 d0 59. d62 d9 60. d63 d8 61. d64 d7 62. d65 d6 63. d66 d5 64. d67 d4 65. d68 d3 66. d69 d2 67. d70 d1 68. d71 d0 69. d72 d9 70. d73 d8 71. d74 d7 72. d75 d6 73. d76 d5 74. d77 d4 75. d78 d3 76. d79 d2 77. d80 d1 78. d81 d0 79. d82 d9 80. d83 d8 81. d84 d7 82. d85 d6 83. d86 d5 84. d87 d4 85. d88 d3 86. d89 d2 87. d90 d1 88. d91 d0 89. d92 d9 90. d93 d8 91. d94 d7 92. d95 d6 93. d96 d5 94. d97 d4 95. d98 d3 96. d99 d2 97. d100 d1 98. d101 d0 99. d102 d9 100. d103 d8 101. d104 d7 102. d105 d6 103. d106 d5 104. d107 d4 105. d108 d3 106. d109 d2 107. d110 d1 108. d111 d0 109. d112 d9 110. d113 d8 111. d114 d7 112. d115 d6 113. d116 d5 114. d117 d4 115. d118 d3 116. d119 d2 117. d120 d1 118. d121 d0 119. d122 d9 120. d123 d8 121. d124 d7 122. d125 d6 123. d126 d5 124. d127 d4 125. d128 d3 126. d129 d2 127. d130 d1 128. d131 d0 129. d132 d9 130. d133 d8 131. d134 d7 132. d135 d6 133. d136 d5 134. d137 d4 135. d138 d3 136. d139 d2 137. d140 d1 138. d141 d0 139. d142 d9 140. d143 d8 141. d144 d7 142. d145 d6 143. d146 d5 144. d147 d4 145. d148 d3 146. d149 d2 147. d150 d1 148. d151 d0 149. d152 d9 150. d153 d8 151. d154 d7 152. d155 d6 153. d156 d5 154. d157 d4 155. d158 d3 156. d159 d2 157. d160 d1 158. d161 d0 159. d162 d9 160. d163 d8 161. d164 d7 162. d165 d6 163. d166 d5 164. d167 d4 165. d168 d3 166. d169 d2 167. d170 d1 168. d171 d0 169. d172 d9 170. d173 d8 171. d174 d7 172. d175 d6 173. d176 d5 174. d177 d4 175. d178 d3 176. d179 d2 177. d180 d1 178. d181 d0 179. d182 d9 180. d183 d8 181. d184 d7 182. d185 d6 183. d186 d5 184. d187 d4 185. d188 d3 186. d189 d2 187. d190 d1 188. d191 d0 189. d192 d9 190. d193 d8 191. d194 d7 192. d195 d6 193. d196 d5 194. d197 d4 195. d198 d3 196. d199 d2 197. d200 d1 198. d201 d0 199. d202 d9 200. d203 d8 201. d204 d7 202. d205 d6 203. d206 d5 204. d207 d4 205. d208 d3 206. d209 d2 207. d210 d1 208. d211 d0 209. d212 d9 210. d213 d8 211. d214 d7 212. d215 d6 213. d216 d5 214. d217 d4 215. d218 d3 216. d219 d2 217. d220 d1 218. d221 d0 219. d222 d9 220. d223 d8 221. d224 d7 222. d225 d6 223. d226 d5 224. d227 d4 225. d228 d3 226. d229 d2 227. d230 d1 228. d231 d0 229. d232 d9 230. d233 d8 231. d234 d7 232. d235 d6 233. d236 d5 234. d237 d4 235. d238 d3 236. d239 d2 237. d240 d1 238. d241 d0 239. d242 d9 240. d243 d8 241. d244 d7 242. d245 d6 243. d246 d5 244. d247 d4 245. d248 d3 246. d249 d2 247. d250 d1 248. d251 d0 249. d252 d9 250. d253 d8 251. d254 d7 252. d255 d6 253. d256 d5 254. d257 d4 255. d258 d3 256. d259 d2 257. d260 d1 258. d261 d0 259. d262 d9 260. d263 d8 261. d264 d7 262. d265 d6 263. d266 d5 264. d267 d4 265. d268 d3 266. d269 d2 267. d270 d1 268. d271 d0 269. d272 d9 270. d273 d8 271. d274 d7 272. d275 d6 273. d276 d5 274. d277 d4 275. d278 d3 276. d279 d2 277. d280 d1 278. d281 d0 279. d282 d9 280. d283 d8 281. d284 d7 282. d285 d6 283. d286 d5 284. d287 d4 285. d288 d3 286. d289 d2 287. d290 d1 288. d291 d0 289. d292 d9 290. d293 d8 291. d294 d7 292. d295 d6 293. d296 d5 294. d297 d4 295. d298 d3 296. d299 d2 297. d300 d1 298. d301 d0 299. d302 d9 300. d303 d8 301. d304 d7 302. d305 d6 303. d306 d5 304. d307 d4 305. d308 d3 306. d309 d2 307. d310 d1 308. d311 d0 309. d312 d9 310. d313 d8 311. d314 d7 312. d315 d6 313. d316 d5 314. d317 d4 315. d318 d3 316. d319 d2 317. d320 d1 318. d321 d0 319. d322 d9 320. d323 d8 321. d324 d7 322. d325 d6 323. d326 d5 324. d327 d4 325. d328 d3 326. d329 d2 327. d330 d1 328. d331 d0 329. d332 d9 330. d333 d8 331. d334 d7 332. d335 d6 333. d336 d5 334. d337 d4 335. d338 d3 336. d339 d2 337. d340 d1 338. d341 d0 339. d342 d9 340. d343 d8 341. d344 d7 342. d345 d6 343. d346 d5 344. d347 d4 345. d348 d3 346. d349 d2 347. d350 d1 348. d351 d0 349. d352 d9 350. d353 d8 351. d354 d7 352. d355 d6 353. d356 d5 354. d357 d4 355. d358 d3 356. d359 d2 357. d360 d1 358. d361 d0 359. d362 d9 360. d363 d8 361. d364 d7 362. d365 d6 363. d366 d5 364. d367 d4 365. d368 d3 366. d369 d2 367. d370 d1 368. d371 d0 369. d372 d9 370. d373 d8 371. d374 d7 372. d375 d6 373. d376 d5 374. d377 d4 375. d378 d3 376. d379 d2 377. d380 d1 378. d381 d0 379. d382 d9 380. d383 d8 381. d384 d7 382. d385 d6 383. d386 d5 384. d387 d4 385. d388 d3 386. d389 d2 387. d390 d1 388. d391 d0 389. d392 d9 390. d393 d8 391. d394 d7 392. d395 d6 393. d396 d5 394. d397 d4 395. d398 d3 396. d399 d2 397. d400 d1 398. d401 d0 399. d402 d9 400. d403 d8 401. d404 d7 402. d405 d6 403. d406 d5 404. d407 d4 405. d408 d3 406. d409 d2 407. d410 d1 408. d411 d0 409. d412 d9 410. d413 d8 411. d414 d7 412. d415 d6 413. d416 d5 414. d417 d4 415. d418 d3 416. d419 d2 417. d420 d1 418. d421 d0 419. d422 d9 420. d423 d8 421. d424 d7 422. d425 d6 423. d426 d5 424. d427 d4 425. d428 d3 426. d429 d2 427. d430 d1 428. d431 d0 429. d432 d9 430. d433 d8 431. d434 d7 432. d435 d6 433. d436 d5 434. d437 d4 435. d438 d3 436. d439 d2 437. d440 d1 438. d441 d0 439. d442 d9 440. d443 d8 441. d444 d7 442. d445 d6 443. d446 d5 444. d447 d4 445. d448 d3 446. d449 d2 447. d450 d1 448. d451 d0 449. d452 d9 450. d453 d8 451. d454 d7 452. d455 d6 453. d456 d5 454. d457 d4 455. d458 d3 456. d459 d2 457. d460 d1 458. d461 d0 459. d462 d9 460. d463 d8 461. d464 d7 462. d465 d6 463. d466 d5 464. d467 d4 465. d468 d3 466. d469 d2 467. d470 d1 468. d471 d0 469. d472 d9 470. d473 d8 471. d474 d7 472. d475 d6 473. d476 d5 474. d477 d4 475. d478 d3 476. d479 d2 477. d480 d1 478. d481 d0 479. d482 d9 480. d483 d8 481. d484 d7 482. d485 d6 483. d486 d5 484. d487 d4 485. d488 d3 486. d489 d2 487. d490 d1 488. d491 d0 489. d492 d9 490. d493 d8 491. d494 d7 492. d495 d6 493. d496 d5 494. d497 d4 495. d498 d3 496. d499 d2 497. d500 d1 498. d501 d0 499. d502 d9 500. d503 d8 501. d504 d7 502. d505 d6 503. d506 d5 504. d507 d4 505. d508 d3 506. d509 d2 507. d510 d1 508. d511 d0 509. d512 d9 510. d513 d8 511. d514 d7 512. d515 d6 513. d516 d5 514. d517 d4 515. d518 d3 516. d519 d2 517. d520 d1 518. d521 d0 519. d522 d9 520. d523 d8 521. d524 d7 522. d525 d6 523. d526 d5 524. d527 d4 525. d528 d3 526. d529 d2 527. d530 d1 528. d531 d0 529. d532 d9 530. d533 d8 531. d534 d7 532. d535 d6 533. d536 d5 534. d537 d4 535. d538 d3 536. d539 d2 537. d540 d1 538. d541 d0 539. d542 d9 540. d543 d8 541. d544 d7 542. d545 d6 543. d546 d5 544. d547 d4 545. d548 d3 546. d549 d2 547. d550 d1 548. d551 d0 549. d552 d9 550. d553 d8 551. d554 d7 552. d555 d6 553. d556 d5 554. d557 d4 555. d558 d3 556. d559 d2 557. d560 d1 558. d561 d0 559. d562 d9 560. d563 d8 561. d564 d7 562. d565 d6 563. d566 d5 564. d567 d4 565. d568 d3 566. d569 d2 567. d570 d1 568. d571 d0 569. d572 d9 570. d573 d8 571. d574 d7 572. d575 d6 573. d576 d5 574. d577 d4 575. d578 d3 576. d579 d2 577. d580 d1 578. d581 d0 579. d582 d9 580. d583 d8 581. d584 d7 582. d585 d6 583. d586 d5 584. d587 d4 585. d588 d3 586. d589 d2 587. d590 d1 588. d591 d0 589. d592 d9 590. d593 d8 591. d594 d7 592. d595 d6 593. d596 d5 594. d597 d4 595. d598 d3 596. d599 d2 597. d600 d1 598. d601 d0 599. d602 d9 600. d603 d8 601. d604 d7 602. d605 d6 603. d606 d5 604. d607 d4 605. d608 d3 606. d609 d2 607. d610 d1 608. d611 d0 609. d612 d9 610. d613 d8 611. d614 d7 612. d615 d6 613. d616 d5 614. d617 d4 615. d618 d3 616. d619 d2 617. d620 d1 618. d621 d0 619. d622 d9 620. d623 d8 621. d624 d7 622. d625 d6 623. d626 d5 624. d627 d4 625. d628 d3 626. d629 d2 627. d630 d1 628. d631 d0 629. d632 d9 630. d633 d8 631. d634 d7 632. d635 d6 633. d636 d5 634. d637 d4 635. d638 d3 636. d639 d2 637. d640 d1 638. d641 d0 639. d642 d9 640. d643 d8 641. d644 d7 642. d645 d6 643. d646 d5 644. d647 d4 645. d648 d3 646. d649 d2 647. d650 d1 648. d651 d0 649. d652 d9 650. d653 d8 651. d654 d7 652. d655 d6 653. d656 d5 654. d657 d4 655. d658 d3 656. d659 d2 657. d660 d1 658. d661 d0 659. d662 d9 660. d663 d8 661. d664 d7 662. d665 d6 663. d666 d5 664. d667 d4 665. d668 d3 666. d669 d2 667. d670 d1 668. d671 d0 669. d672 d9 670. d673 d8 671. d674 d7 672. d675 d6 673. d676 d5 674. d677 d4 675. d678 d3 676. d679 d2 677. d680 d1 678. d681 d0 679. d682 d9 680. d683 d8 681. d684 d7 682. d685 d6 683. d686 d5 684. d687 d4 685. d688 d3 686. d689 d2 687. d690 d1 688. d691 d0 689. d692 d9 690. d693 d8 691. d694 d7 692. d695 d6 693. d696 d5 694. d697 d4 695. d698 d3 696. d699 d2 697. d700 d1 698. d701 d0 699. d702 d9 700. d703 d8 701. d704 d7 702. d705 d6 703. d706 d5 704. d707 d4 705. d708 d3 706. d709 d2 707. d710 d1 708. d711 d0 709. d712 d9 710. d713 d8 711. d714 d7 712. d715 d6 713. d716 d5 714. d717 d4 715. d718 d3 716. d719 d2 717. d720 d1 718. d721 d0 719. d722 d9 720. d723 d8 721. d724 d7 722. d725 d6 723. d726 d5 724. d727 d4 725. d728 d3 726. d729 d2 727. d730 d1 728. d731 d0 729. d732 d9 730. d733 d8 731. d734 d7 732. d735 d6 733. d736 d5 734. d737 d4 735. d738 d3 736. d739 d2 737. d740 d1 738. d741 d0 739. d742 d9 740. d743 d8 741. d744 d7 742. d745 d6 743. d746 d5 744. d747 d4 745. d748 d3 746. d749 d2 747. d750 d1 748. d751 d0 749. d752 d9 750. d753 d8 751. d754 d7 752. d755 d6 753. d756 d5 754. d757 d4 755. d758 d3 756. d759 d2 757. d760 d1 758. d761 d0 759. d762 d9 760. d763 d8 761. d764 d7 762. d765 d6 763. d766 d5 764. d767 d4 765. d768 d3 766. d769 d2 767. d770 d1 768. d771 d0 769. d772 d9 770. d773 d8 771. d774 d7 772. d775 d6 773. d776 d5 774. d777 d4 775. d778 d3 776. d779 d2 777. d780 d1 778. d781 d0 779. d782 d9 780. d783 d8 781. d784 d7 782. d785 d6 783. d786 d5 784. d787 d4 785. d788 d3 786. d789 d2 787. d790 d1 788. d791 d0 789. d792 d9 790. d793 d8 791. d794 d7 792. d795 d6 793. d796 d5 794. d797 d4 795. d798 d3 796. d799 d2 797. d800 d1 798. d801 d0 799. d802 d9 800. d803 d8 801. d804 d7 802. d805 d6 803. d806 d5 804. d807 d4 805. d808 d3 806. d809 d2 807. d810 d1 808. d811 d0 809. d812 d9 810. d813 d8 811. d814 d7 812. d815 d6 813. d816 d5 814. d817 d4 815. d818 d3 816. d819 d2 817. d820 d1 818. d821 d0 819. d822 d9 820. d823 d8 821. d824 d7 822. d825 d6 823. d826 d5 824. d827 d4 825. d828 d3 826. d829 d2 827. d830 d1 828. d831 d0 829. d832 d9 830. d833 d8 831. d834 d7 832. d835 d6 833. d836 d5 834. d837 d4 835. d838 d3 836. d839 d2 837. d840 d1 838. d841 d0 839. d842 d9 840. d843 d8 841. d844 d7 842. d845 d6 843. d846 d5 844. d847 d4 845. d848 d3 846. d849 d2 847. d850 d1 848. d851 d0 849. d852 d9 850. d853 d8 851. d854 d7 852. d855 d6 853. d856 d5 854. d857 d4 855. d858 d3 856. d859 d2 857. d860 d1 858. d861 d0 859. d862 d9 860. d863 d8 861. d864 d7 862. d865 d6 863. d866 d5 864. d867 d4 865. d868 d3 866. d869 d2 867. d870 d1 868. d871 d0 869. d872 d9 870. d873 d8 871. d874 d7 872. d875 d6 873. d876 d5 874. d877 d4 875. d878 d3 876. d879 d2 877. d880 d1 878. d881 d0 879. d882 d9 880. d883 d8 881. d884 d7 882. d885 d6 883. d886 d5 884. d887 d4 885. d888 d3 886. d889 d2 887. d890 d1 888. d891 d0 889. d892 d9 890. d893 d8 891. d894 d7 892. d895 d6 893. d896 d5 894. d897 d4 895. d898 d3 896. d899 d2 897. d900 d1 898. d901 d0 899. d902 d9 900. d903 d8 901. d904 d7 902. d905 d6 903. d906 d5 904. d907 d4 905. d908 d3 906. d909 d2 907. d910 d1 908. d911 d0 909. d912 d9 910. d913 d8 911. d914 d7 912. d915 d6 913. d916 d5 914. d917 d4 915. d918 d3 916. d919 d2 917. d920 d1 918. d921 d0 919. d922 d9 920. d923 d8 921. d924 d7 922. d925 d6 923. d926 d5 924. d927 d4 925. d928 d3 926. d929 d2 927. d930 d1 928. d931 d0 929. d932 d9 930. d933 d8 931. d934 d7 932. d935 d6 933. d936 d5 934. d937 d4 935. d938 d3 936. d939 d2 937. d940 d1 938. d941 d0 939. d942 d9 940. d943 d8 941. d944 d7 942. d945 d6 943. d946 d5 944. d947 d4 945. d948 d3 946. d949 d2 947. d950 d1 948. d951 d0 949. d952 d9 950. d953 d8 951. d954 d7 952. d955 d6 953. d956 d5 954. d957 d4 955. d958 d3 956. d959 d2 957. d960 d1 958. d961 d0 959. d962 d9 960. d963 d8 961. d964 d

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PRIX

LA MAJORATION DES TARIFS DES PRODUITS PÉTROLIERS

Le gouvernement n'a pris en compte qu'une hausse de 5% du brut

Les prix des produits pétroliers ont été majorés, ce vendredi 11 février, à compter de minuit. Le litre de super-carburant coûte désormais 2,31 F (contre 2,25 F), celui d'essence ordinaire 2,14 F (contre 2,09 F), celui de gas-oil 1,39 F (contre 1,34 F). Les tarifs du fuel domestique sont majorés de 0,2 %. Ces nouveaux tarifs peuvent varier de 1 à 2 centimes selon les régions.

Les compagnies pétrolières ont une bonne raison à la hausse des prix du brut. Le dollar a baissé de 10 % par rapport au franc, ce qui a entraîné une augmentation de 10 % du prix du brut. Pour elles, la répercussion mécanique de cette hausse est de 10 %. Mais le gouvernement a décidé de ne prendre en compte qu'une hausse de 5 % du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut.

La hausse des produits pétroliers n'est pas une surprise. Elle était à l'ordre du jour depuis la dernière réunion en décembre de l'OPEP à Doha (Qatar), où onze pays avaient décidé de majorer leurs prix de 10 %, et deux pays, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, de 5 % seulement. Seules la date et l'ampleur de la répercussion sur les tarifs français restaient à déterminer.

Les prix du fuel lourd et du naphta, théoriquement liés au dernier, mais bloqués du 15 septembre au 1^{er} janvier 1977, ont été relâchés. Le gouvernement a décidé de ne prendre en compte qu'une hausse de 5 % du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut.

Les marges de distribution sont revalorisées

Les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut. En outre, les compagnies pétrolières ont obtenu une réduction de 10 % du prix du brut, ce qui a entraîné une baisse de 10 % du prix du brut.

MONNAIES ET CHANGES

LE TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. français
36 heures	4 1/8	5 1/8	3 3/4	4 3/4
1 mois	4 1/2	5 1/4	4 1/4	5 1/4
3 mois	4 3/4	5 3/4	4 1/2	5 3/4

modules X
mobiliers
d'organisation
entièrement
modulaires

Ca peut rapporter gros.
Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'à mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT
DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

**SOCIÉTÉ NATIONALE D'AMÉNAGEMENT
DE LA BAIE D'AGADIR (SONABA)**

**AVIS DE PRÉSÉLECTION
EN VUE D'APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL**

Le Directeur Général de la SONABA porte à la connaissance des entreprises ou groupements d'entreprises que la SONABA lance UN AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONAL pour la réalisation des travaux d'infrastructure d'une Cité Touristique intégrée sur une superficie approximative de 250 hectares et comprenant environ 7.500 lits hôteliers et 2.600 logements. Les travaux sont financés conjointement par le Gouvernement Marocain et la Banque Mondiale. La présélection est ouverte aux entreprises des pays membres de la Banque Mondiale et de la Suisse. Seules les entreprises présélectionnées seront invitées à soumissionner pour la réalisation des travaux.

Les travaux comprendront :

- LOT N° 1 - Terrassement, voie, parking, ouvrages d'art ;
- LOT N° 2 - Réseaux d'évacuation des eaux usées et eaux pluviales ;
- LOT N° 3 - Réseaux de distribution d'eau potable comprenant réseaux d'arrosage et prises d'incendie ;
- LOT N° 4 - Réseaux d'énergie électrique moyenne et basse tension ;
- LOT N° 5 - Réseaux d'éclairage public ;
- LOT N° 6 - Télécommunication ;
- LOT N° 7 - Espaces libres, chemins piétons, aires parking, paysage, jardins, etc.

Les candidatures pourront porter sur un ou plusieurs lots de travaux. Les documents de présélection et les renseignements détaillés sur les travaux pourront être obtenus auprès de la SONABA - B.P. 348 AGADIR (MAROC) à partir du 10 FÉVRIER 1977.

Les dossiers de PRÉSÉLECTION préparés par les entreprises intéressées seront reçus jusqu'au 15 MARS 1977.

A GENEVE
R
HOTELS
**LE CONFORT ET LE STANDING
À DES PRIX ABORDABLES!**

10 HOTELS - 1700 LITS
Chambres-studios tout confort dans et cuisinées
Prix des chambres-studios:
De FF. 76.- à FF. 170.- pour une personne.
De FF. 136.- à FF. 216.- pour 2 personnes.
Arrangement très intéressant pour longue durée (dès 30 jours).

LONGCHAMP **DRAKE** **AUTEUIL**
Tel. 31 87 50 Tel. 31 44 00
ARIANA **REX** **ASCOT** **CHANTILLY**
Tel. 31 75 04 Tel. 31 11 07
EPSON **VINCENNES** **DERBY**
Tel. 31 08 33 Tel. 35 91 45 Tel. 33 37 50
HOTEL COMPANY - HOTELIER S.A. - 7, RUE BUTIN
TEL. 31 63 40 - 31 67 00 - TELEX 23208 - 1202 GENEVE

Encore quelques jours SOLDES
de 10 % à 40 %
DES EXEMPLES :

SALONS **BRITISH HOME**
deux places, en caoutchouc massif : un canapé
deux places, en cuir pleine peau, potins compris
43, rue de Ménilmontant 75020 PARIS
366-91-24

CUIR 7.000 F. soldé..... 5.000 F
■ Table à manger 2.500 F soldée 1.900 F (acajou)
■ Fauteuils 500 F
■ Bibliothèque 4 portes 4.500 F soldée 3.500 F
■ Fauteuil Regency 2.200 F soldé 1.500 F
Stock limité



Prenez la bonne clé. Six fois par semaine.

1. Lundi : Paris Riyad (via Rome)
2. Lundi : Paris Dhahran Riyad Djedda
3. Mercredi : Paris Djedda Riyad (Tristar)
4. Vendredi : Paris Djedda Riyad (via Genève)
5. Vendredi : Paris Djedda Riyad Dhahran
6. Samedi : Paris Djedda Riyad (Tristar)

Consulter votre transitaire
saudia cargo
SAUDI ARABIAN AIRLINES
Zone Frée Nord - Aéroport Charles de Gaulle - Tél. 862.39.54
Réservez vos passagers : Tél. 11.11.11
Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les socialistes et la politique industrielle

(Suite de la première page.)

D'autre part, quel sort serait fait aux participations industrielles détenues par les banques d'affaires ? En nationalisant le secteur bancaire, un gouvernement de gauche se trouverait en effet à la tête d'un « portefeuille » d'actions considérable. Le groupe Suez, par exemple, contrôle les Salins du Midi, le Comptoir Lyon-Allemant-Guyot, la Compagnie Industrielle maritime, la Compagnie française d'entreprises, et détient des participations significatives dans bien d'autres entreprises (1). Paribas n'est pas en reste, qui contrôle pratiquement Pollet et Chausson, Pierré-Audy, Campenon-Bernard, Frénetel, La Rochette-Compagnie, Fougère (1), etc., liste non exhaustive. Que fera-t-on de ces participations ?

Évoquant ce problème au cours

M. MITTERRAND : le licenciement ne peut être que la dernière conséquence des difficultés d'une entreprise.

« Une politique industrielle doit, avant tout, aider l'industrie à atteindre trois objectifs : développer les secteurs les plus productifs, créer des emplois, équilibrer la balance des paiements », déclare M. Mitterrand, dans une interview accordée à notre confrère « Le Nouvel Économiste ».

« Il faudra à cet égard commencer par simplifier les conditions du financement de la croissance des secteurs productifs prioritaires. [...] Pour cela, nous utiliserons des crédits sélectifs (aide aux innovations, politique d'exportation et de formation, etc.). »

Évoquant ensuite les difficultés de certains secteurs et les risques de licenciements qu'elles font peser, M. Mitterrand indique : « La priorité d'un gouvernement socialiste sera la plus simple. C'est la situation dont nous héritons : c'est, en effet, comme en bien d'autres domaines, lourdement hypothéqué par la coûteuse politique de la droite au pouvoir depuis si longtemps. Mais la licence, nécessaire, sera considérée comme la dernière et non plus comme la première conséquence d'une entreprise en difficulté. »

Quant aux nationalisations : « L'histoire, déclare M. Mitterrand, que les entreprises visées par le programme commun cherchent de plus en plus à se dissimuler derrière le paravent d'une multinationale, n'hésitant pas ainsi à jouer le rôle des émirats du Golfe. Nous ne les perdons pas de vue. »

d'un récent forum de l'Expansion, M. Mitterrand déclarait à M. Jacques de Fouchier, P.-D.G. de Paribas : « Il nous faut, et nous sommes au gouvernement, couper le cordon ombilical trop étroit entre l'industrie et la finance, et faire en sorte que beaucoup des sociétés industrielles que vous avez dévorées retrouvent leur liberté. » M. Rocard n'avait pas été beaucoup plus précis, en disant : « Dans le cas des filiales et des participations diverses, en particulier celui des quatre banques d'affaires, il va de soi que, après les restructurations industrielles nécessaires, la puissance publique n'entendra pas se rendre automatiquement maîtresse de tout le bric-à-brac de leurs participations, qui est souvent le produit des circonstances. »

Quelles participations seront donc conservées ? Selon quels critères ? Seront-elles regroupées dans un holding d'Etat ? Que fera-t-on de celles qui ne le seront pas ? Comment la gauche permettra-t-elle aux entreprises, ainsi coupées de leur cordon ombilical financier — pesant mais souvent nécessaire — de trouver leur équilibre ? On ne se débarrasse pas facilement d'un tuteur.

Ce qui est vrai pour les participations des banques l'est également pour celles qui détiennent les grands holdings — Rhône-Poulenc, Thomson, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Pechelony-Kuhlmann, C.G.E. — que la gauche se propose de nationaliser. Chacun de ces cinq groupes exerce des activités fort diverses, ce qui permet de compenser les pertes d'un secteur par les gains d'un autre. Toutes ces participations industrielles seront-elles conservées par la puissance publique après la nationalisation ? Pour ne citer qu'un exemple, l'Etat restera-t-il actionnaire majoritaire de la Générale d'Entreprise, filiale de la C.G.E. spécialisée dans les travaux publics ? Procèdera-t-on au contraire à une séparation, pour ne garder sous le contrôle public que les participations intéressant directement des secteurs considérés comme stratégiques ?

Quelles priorités ?

Poser cette question, c'est s'interroger sur les structures futures de ces groupes. Seront-elles conservées en l'état, le seul changement étant celui de propriétaire ? Inversement, à l'inverse, vers un éclatement en unités spécialisées ?

(1) Outre des participations dans certaines entreprises « nationales »,

De toute façon, les nationalisations, quelle que soit leur importance, ne sauraient tenir lieu de politique industrielle. Elles n'en seront qu'un des moyens. Quelle buts poursuivra le P.S. en ce domaine ?

Depuis quinze ans, la politique industrielle de la France a subi bien des à-coups. Le général de Gaulle, soucieux d'indépendance nationale, avait amorcé une « politique de produits » : création de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.), adoption de la filière nationale graphite-pez dans le nucléaire, construction de Concorde... Parallèlement, était mise en place une politique d'incitation aux regroupements : pour faire face à la concurrence étrangère, des groupes français suffisamment puissants étaient constitués.

Ces dernières années, le quadruplement du prix du pétrole aidant, l'exportation est devenue la priorité. Au nom de cet impératif, des aides à l'exportation en faveur des grands groupes ont été multipliées, des « dégrèvements » d'effets opérés dans plusieurs secteurs : les restructurations industrielles ont débouché

Nécessité de l'heure et réformes de structures

M. Rocard estime, lui aussi, qu'il faut réduire le poids des importations et développer des secteurs (machine-outil, aéronautique, textile, cuir...) dont la faiblesse actuelle conduit les industriels à s'approvisionner à l'étranger faute de pouvoir le faire en France. Mais « cela prendra des années, au moins la durée d'un plan de cinq ans ». Aussi convient-il, dans l'immédiat, de ne pas céder aux illusions.

« J'affirme pour ma part, et dans le respect du parti et du programme commun, écrit le secrétaire national du P.S. dans la revue Faire, que le fait d'avancer des formules du type : « Il ne faut pas tomber dans le piège de l'exportation à tout prix », le fait de laisser penser que le soul de la balance des paiements pourrait n'être pas absolument prioritaire est purement et simplement suicidaire pour une expérience de gauche. Je suis donc convaincu qu'il n'y a même pas de choix sur ce point et que nous ne devons laisser aucune ambiguïté sur notre volonté d'équilibrer notre balance des paiements par notre capacité exportatrice, la capacité à réduire nos importations étant, elle, beaucoup plus lente à fournir des résultats. »

Comment le P.S. conciliera-t-il la mutation industrielle en profondeur, qu'il souhaite opérer, avec les « éco-

sur la constitution de monopoles dans le secteur nucléaire et sur l'absence de concurrence avec le groupe américain Honeywell dans l'informatique.

La priorité donnée aux marchés extérieurs est vigoureusement contestée par beaucoup de socialistes qui y voient une dangereuse intégration de la société française, à un modèle économique occidental dont il ne faut pas se dégoûter. Ainsi, le professeur Christian Goux, l'un des conseillers économiques de M. Mitterrand, déclarait-il le 20 mai 1976, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale : « Il faut d'urgence renverser la problématique (du VII^e Plan) et ne plus tomber dans le piège de l'exportation à tout prix. » Pour M. Goux, il faut infléchir le partage entre les salaires et les profits dans un sens favorable aux travailleurs et transformer l'appareil de production afin qu'il réponde mieux aux besoins internes du pays par une croissance différente, moins liée au développement des pays étrangers.

Les socialistes ont aussi à clarifier leur pensée sur les conséquences de la transformation du modèle de consommation sur les structures de production. Peut-on imaginer, note M. Rocard dans le même numéro de Faire, que les choix retenus en matière de stratégie industrielle n'entraînent pas des inflexions du comportement des utilisateurs et réciproquement ? La limitation d'énergie peut conduire à freiner l'utilisation de l'automobile, par pénalisation de l'achat des véhicules ou renchérissement du prix du carburant. Les économies préconisées sur les achats de matières premières peuvent entraîner des modifications des modes de fabrication aussi bien que des habitudes des consommateurs ; durée de vie plus longue, moins de sophistication, etc.

Une telle réorientation nécessitera des choix nouveaux et urgents. La freinage éventuel de la circulation

automobile devra-t-il se traduire par une diminution de la production globale en France, conduisant à un accroissement des exportations, ou bien amener une modification de la structure des véhicules fabriqués ? Selon la réponse, il peut être nécessaire de restructurer cette industrie et de dégager des solutions de remplace-

Quelles conversions, quelles créations ?

Le souci qu'a le parti socialiste de ne pas accepter les « poches de chômage », souvent nées du déclin de mono-industries locales, implique un autre type de changement, dans l'ordre de cette fois de l'aménagement du territoire. « Rapprocher l'usine du travailleur », plutôt que le contraire, est assurément souhaitable. Encore faut-il une politique active de conversion et d'implantation industrielle, permettant de concilier la réorientation des productions avec une localisation appropriée des emplois. Les réponses du P.S. en ce domaine sont loin d'avoir eu, jusqu'ici, toute la clarté souhaitable.

On pourrait encore énumérer d'autres questions importantes. Ce qui est sûr, c'est que la gauche bénéficiera au départ, en cette affaire, d'un atout de taille : la confiance des travailleurs. Suffra-t-elle à faire comprendre et accepter les mutations

qui, jusqu'à présent, sont restées au P.S. du domaine de la réflexion. Si l'on opte pour des exportations accrues, est-on sûr que les marchés étrangers absorberont les livraisons supplémentaires ? Et cela ne conduira-t-il pas à des changements profonds de notre politique commerciale : accords d'Etat à Etat, échanges compensés ?

profondes envisagées ? Ou tolérer la sélectivité de l'aide apportée aux créations ou aux conversions d'entreprises ? A quelles conditions pourrions-nous mener de pair les mutations décidées, l'intensification de la recherche, le développement des biens d'équipement et celui de secteurs considérés comme essentiels à l'indépendance nationale ?

Les engagements de la gauche mentionnés dans le programme commun sont orientés vers une rupture avec le système capitaliste, indispensable, selon les auteurs, pour donner son plein épanouissement au choix qu'ils font d'une société plus égalitaire et plus participative. Mais à quel rythme doit être menée cette politique et jusqu'à quel niveau de la vie économique doit-elle s'étendre ? Le colloque de ce week-end livrera sans doute un coin du voile sur ces thèmes essentiels.

PHILIPPE LABARDE

M. Rocard : comment conjuguer la planification et l'économie de marché

Quel sera le style de l'économie française si la gauche parvient, en 1978, au pouvoir ? M. Michel Rocard avait fait quelques semaines en rappelant, au « Forum de l'Expansion », que les thèses du parti socialiste sur l'autogestion prévoient de laisser une part importante de l'économie être régie selon les modalités du marché pour que les entreprises autogérées et les collectivités publiques — mais pas elles seules — puissent conserver la liberté de prendre leurs décisions dans le cadre d'un Plan décentralisé. Il revient sur ce sujet dans un nouveau dossier de la revue socialiste « Faire » (1).

Le secrétaire national du P.S. commence par rappeler la nécessité d'une balance extérieure équilibrée pour qu'un gouvernement de gauche puisse sauvegarder la liberté de ses décisions et protéger l'indépendance nationale.

Cela posé, la question est « de savoir, ajoute M. Rocard, si la régulation du marché [sera] globale ou si l'on peut imaginer que des nationalisations suffisent à transformer la nature des règles du marché ». « Personne n'im-

pose, note le dirigeant socialiste, que les socialistes et la gauche tentent d'entendre au pouvoir conservent une planification programmatique et que l'autogestion sera de fait une forme de planification très limitée, notamment dans le secteur public. C'est bien pourquoi je ne me contente pas du mot de plan ; je prends une expression qui définit la modalité d'exécution [celle] des contraintes définies par la puissance publique et traduites dans la gestion des entreprises à travers le contrat sur la base duquel elles s'engagent envers l'Etat. »

Défenseur acharné de l'idée de « planification », parce que celle-ci permettrait « un pouvoir d'impulsion sur l'économie française beaucoup plus grand que celui des gouvernements des fronts de derrière », M. Rocard note qu'« il restera après la réalisation du programme commun plus de 80 % de la production française fabriquée par le secteur privé. Ce fait, les décisions d'investissement, d'embauche, de prix et de production [de ce secteur] devront être compatibles avec la bonne marche de la société en voie de transformation dans un sens socialiste. »

Il n'est pas question de laisser se perpétuer les inconvénients manifestes que les socialistes reprochent à l'économie de marché : « L'utilisation du secteur public et surtout le jeu de la planification, doivent fixer un certain nombre de bornes, d'orientations et d'impulsions. Mais en tant que tels, ils ne suffisent pas à satisfaire la demande, et qu'instrument de mesure des résultats d'entreprise et de la valeur des produits, ils échangent sur une économie de marché est global et irremplaçable. »

Dans l'économie régie par le programme commun, où « le secteur public représenterait 20 % de la production, le marché resterait dominant, et, en tant que tel, d'expression de la demande et qu'instrument de mesure des résultats des entreprises, il resterait unique. »

La rupture avec le capitalisme

Comment, dans ces conditions, assurer la rupture avec le capitalisme, qui est l'objectif du P.S. ? D'abord en faisant en sorte que le secteur public — nouvellement élargi — ne fabrique plus « le même type de produits, du même niveau de qualité, rendu dans les mêmes conditions à des consommateurs se comportant de manière inchangée dans le cadre d'un système comportant une hiérarchie du pouvoir du savoir et de l'argent, etc. aussi inchangée ». Mais cela ne saurait évidemment suffire.

La rupture se peut intervenir que par la transformation de l'organisation sociale (diminution de la hiérarchie de l'argent et du savoir, contrôle populaire de la production, décentralisation des décisions) et celle du mode de production et de consommation. « Cela porte un nom, conclut le secrétaire national du P.S. : l'autogestion. »

LES MARCHÉS

PARIS
10 FÉVRIER

LONDRES

Amélioration de poursuite

Le marché des actions a poursuivi son mouvement d'amélioration, les valeurs industrielles et financières étant les plus favorisées. Les cours ont progressé de 1 à 2 %.

VALEURS	12 F	11 F
BOURSE DE PARIS	20 710	20 510
BOURSE DE LONDRES	215	214
BOURSE DE NEW YORK	115	114
BOURSE DE TOKYO	115	114
BOURSE DE HONG KONG	115	114
BOURSE DE SINGAPOUR	115	114
BOURSE DE MANILLE	115	114
BOURSE DE CEBU	115	114
BOURSE DE BATAVIA	115	114
BOURSE DE SOERABAYA	115	114
BOURSE DE SURABAYA	115	114
BOURSE DE YOKOHAMA	115	114
BOURSE DE OSAKA	115	114
BOURSE DE KYOTO	115	114
BOURSE DE NAGOYA	115	114
BOURSE DE FUKUOKA	115	114
BOURSE DE KOBELT	115	114
BOURSE DE SAPPORO	115	114
BOURSE DE HAKODATE	115	114
BOURSE DE ODHORI	115	114
BOURSE DE NIIHATA	115	114
BOURSE DE KANAGAWA	115	114
BOURSE DE CHIBA	115	114
BOURSE DE MAEBARA	115	114
BOURSE DE YAMATO	115	114
BOURSE DE KANSAI	115	114
BOURSE DE KYUSHU	115	114
BOURSE DE SHANSHI	115	114
BOURSE DE HEBEI	115	114
BOURSE DE SHANXI	115	114
BOURSE DE GUANGDONG	115	114
BOURSE DE GUANGXI	115	114
BOURSE DE YUNNAN	115	114
BOURSE DE SICHUAN	115	114
BOURSE DE HUBEI	115	114
BOURSE DE ANHUI	115	114
BOURSE DE JILIN	115	114
BOURSE DE LIANGZHE	115	114
BOURSE DE NEI MONGOL	115	114
BOURSE DE GANSU	115	114
BOURSE DE QINGHAI	115	114
BOURSE DE NINGXIA	115	114
BOURSE DE XINJIANG	115	114
BOURSE DE TIBET	115	114
BOURSE DE HONG KONG	115	114
BOURSE DE SINGAPOUR	115	114
BOURSE DE MANILLE	115	114
BOURSE DE CEBU	115	114
BOURSE DE BATAVIA	115	114
BOURSE DE SOERABAYA	115	114
BOURSE DE SURABAYA	115	114
BOURSE DE YOKOHAMA	115	114
BOURSE DE OSAKA	115	114
BOURSE DE KYOTO	115	114
BOURSE DE NAGOYA	115	114
BOURSE DE FUKUOKA	115	114
BOURSE DE KOBELT	115	114
BOURSE DE SAPPORO	115	114
BOURSE DE HAKODATE	115	114
BOURSE DE ODHORI	115	114
BOURSE DE NIIHATA	115	114
BOURSE DE KANAGAWA	115	114
BOURSE DE CHIBA	115	114
BOURSE DE MAEBARA	115	114
BOURSE DE YAMATO	115	114
BOURSE DE KANSAI	115	114
BOURSE DE KYUSHU	115	114
BOURSE DE SHANSHI	115	114
BOURSE DE HEBEI	115	114
BOURSE DE SHANXI	115	114
BOURSE DE GUANGDONG	115	114
BOURSE DE GUANGXI	115	114
BOURSE DE YUNNAN	115	114
BOURSE DE SICHUAN	115	114
BOURSE DE HUBEI	115	114
BOURSE DE ANHUI	115	114
BOURSE DE JILIN	115	114
BOURSE DE LIANGZHE	115	114
BOURSE DE NEI MONGOL	115	114
BOURSE DE GANSU	115	114
BOURSE DE QINGHAI	115	114
BOURSE DE NINGXIA	115	114
BOURSE DE XINJIANG	115	114
BOURSE DE TIBET	115	114

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

P.U.C. - CHIFFRE D'ACTIVITÉ 1976 — Le P.U.C. a enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs. Le P.U.C. a également enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs.

BOUYGUE - CHIFFRE D'ACTIVITÉ 1976 — Le Bouygue a enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs. Le Bouygue a également enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs.

FINANCIER DE L'ÉQUIPEMENT - CHIFFRE D'ACTIVITÉ 1976 — Le Financier de l'Équipement a enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs. Le Financier de l'Équipement a également enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs.

MATRA - CHIFFRE D'ACTIVITÉ 1976 — La Matra a enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs. La Matra a également enregistré une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires en 1976 par rapport à 1975. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.200 millions de francs. Le bénéfice net est de 150 millions de francs.

BOURSE DE PARIS - 10 FÉVRIER

VALEURS	10 F	9 F	8 F
BOURSE DE PARIS	20 710	20 510	20 310
BOURSE DE LONDRES	215	214	213
BOURSE DE NEW YORK	115	114	113
BOURSE DE TOKYO	115	114	113
BOURSE DE HONG KONG	115	114	113
BOURSE DE SINGAPOUR	115	114	113
BOURSE DE MANILLE	115	114	113
BOURSE DE CEBU	115	114	113
BOURSE DE BATAVIA	115	114	113
BOURSE DE SOERABAYA	115	114	113
BOURSE DE SURABAYA	115	114	113
BOURSE DE YOKOHAMA	115	114	113
BOURSE DE OSAKA	115	114	113
BOURSE DE KYOTO	115	114	113
BOURSE DE NAGOYA	115	114	113
BOURSE DE FUKUOKA	115	114	113
BOURSE DE KOBELT	115	114	113
BOURSE DE SAPPORO	115	114	113
BOURSE DE HAKODATE	115	114	113
BOURSE DE ODHORI	115	114	113
BOURSE DE NIIHATA	115	114	113
BOURSE DE KANAGAWA	115	114	113
BOURSE DE CHIBA	115	114	113
BOURSE DE MAEBARA	115	114	113
BOURSE DE YAMATO	115	114	113
BOURSE DE KANSAI	115	114	113
BOURSE DE KYUSHU	115	114	113
BOURSE DE SHANSHI	115	114	113
BOURSE DE HEBEI	115	114	113
BOURSE DE SHANXI	115	114	113
BOURSE DE GUANGDONG	115	114	113
BOURSE DE GUANGXI	115	114	113
BOURSE DE YUNNAN	115	114	113
BOURSE DE SICHUAN	115	114	113
BOURSE DE HUBEI	115	114	113
BOURSE DE ANHUI	115	114	113
BOURSE DE JILIN	115	114	113
BOURSE DE LIANGZHE	115	114	113
BOURSE DE NEI MONGOL	115	114	113
BOURSE DE GANSU	115	114	113
BOURSE DE QINGHAI	115	114	113
BOURSE DE NINGXIA	115	114	113
BOURSE DE XINJIANG	115	114	113
BOURSE DE TIBET	115	114	113

Source : Bourse de Paris, 10 février 1977.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

Les cours sont exprimés en francs.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
10 FÉVRIER

L'amélioration se poursuit

L'amélioration constatée au cours des deux précédentes séances, s'est poursuivie jeudi malgré la majeure partie des échanges. Le nombre de hausses s'est même légèrement accru, et une abaissement de titres ont monté de façon assez sensible (de 1 % à 4 %). A l'inverse, celui des baisses, toutes ou presque toutes d'origine, a diminué. Les cours ont été relâchés, de telle sorte que les différents indices ont un peu progressé (0,5 % en moyenne).

Trois compartiments ont bénéficié des hausses : le secteur bancaire, le bâtiment et la construction électrique. Ailleurs, une assez grande irrégularité a continué de régner.

Bref, le marché a donné l'impression de se porter un peu mieux. La popularité grandissante du premier ministre, appelé à conduire la majorité aux élections législatives de 1978, n'est sans doute pas étrangère à ce phénomène. Mais un autre élément a, semble-t-il, joué lui aussi un rôle, du moins d'appoint : la proposition de M. Attali, conseiller de M. Mitterrand, de laisser aux actionnaires des sociétés dont la nationalisation est prévue dans le programme commun les titres en leur possession et d'indexer les dividendes.

Ces différents facteurs ont permis une certaine amélioration, même si le sentiment était meilleur. Loin s'en faut. L'ennemi des affaires est là pour rappeler, s'il en était besoin, que les craintes politiques demeurent présentes et que le sentiment était meilleur. Loin s'en faut. L'ennemi des affaires est là pour rappeler, s'il en était besoin, que les craintes politiques demeurent présentes et que le sentiment était meilleur.

Sur le marché de l'or, toujours aussi calme, le cours a encore gagné 100 F, à 21.850 F, encore gagné 100 F, à 21.850 F, encore gagné 100 F, à 21.850 F.

Aux valeurs étrangères, le seul fait saillant a été la hausse des titres d'or, méditerranéens des pétroles de mer du Nord. Ailleurs, tendances générales à l'effacement.

LONDRES

NEW-YORK

Après un début calme, le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des titres de la Bourse de New York, sous l'effet d'une séance marquée par une tendance baissière.

Après un début calme, le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des titres de la Bourse de New York, sous l'effet d'une séance marquée par une tendance baissière.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments like 10/2, 10/2, 10/2.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments like 10/2, 10/2, 10/2.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

P.U.K. - Chiffre d'affaires consolidé pour 1976 : 22 253 millions de francs.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Taux de marché mondial. Effet 20/20 : 25 525. Cinq : 25 525.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1976).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1976).

BOURSE DE PARIS - 10 FÉVRIER - COMPTANT

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks and bonds like 3 %, 5 %, 10/2, 10/2, 10/2.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks and bonds like 3 %, 5 %, 10/2, 10/2, 10/2.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments like 3 %, 5 %, 10/2, 10/2, 10/2.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various currencies like 3 %, 5 %, 10/2, 10/2, 10/2.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various gold prices like 3 %, 5 %, 10/2, 10/2, 10/2.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE**
— JAPON : le congrès du parti socialiste a consacré l'insuffisance grandissante de l'effort japonais.
- 3. PROCHE-ORIENT**
— Selon M. Waldheim, M. Arafat est disposé à reconnaître de facto l'existence de l'Etat d'Israël.
- 4. EUROPE**
— GRANDE-BRETAGNE : le « contrat social », le premier ministre lance un appel pressant aux syndicats.
- 5. AFRIQUE**
— MAROC : M. Mohamed Ben-Hima, nouveau ministre de l'Intérieur, supervise les élections législatives.
- 6-7. POLITIQUE**
— La préparation des élections municipales.
- 8. EQUIPEMENT**
— L'URSS REGION A L'AUTRE : Les déclarations de M. Barre à Lyon.
- 9. SCIENCES**
— Onze mesures pour l'utilisation des déchets thermiques de l'industrie et des centrales électriques.
- 10. EDUCATION**
— Le Syndicat des instituteurs veut boycotter la réforme du cours préparatoire.
- 11. JUSTICE**
— Quinze et vingt ans de réclusion pour les auteurs du hold-up du Figaro.
- 12. LETTRES**

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
Pages 13 à 22
— Questions d'aujourd'hui : Les vacances sont-elles des loisirs ?
— Plaisirs de la table : De relaxer en châteaux.
— Cinq d'été : La vie à rebours.
— Les « Antennes » : Philatélie ; Elipses ; Jeux.

22. PRESSE
23 à 27. ARTS ET SPECTACLES
— CINEMA : l'ensemble de l'économie.
— THEATRE : la jeune fille Violaine.

31 à 34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— LA MAJORATION DES TAUX PÉTROLIERS : le gouvernement n'a pris en compte qu'une hausse de 5 % du prix du « brut ».

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (37)
Annonces classées (20 et 30) ; Aujourd'hui (20) ; Carnet (20) ; « Journal officiel » (20) ; Météo (20) ; Mots croisés (20) ; Sources (30).

LE DIALOGUE EURO-ARABE

La réunion de Tunis s'est ouverte sur une mise en garde des Arabes aux Neuf

Tunis (A.F.P., U.P.I.). — C'est sur une mise en garde des Arabes aux Neuf que s'est ouverte la réunion de la C.E.E. et une critique — qui prit quelquefois l'allure d'un réquisitoire — que se sont ouverts jeudi 10 février à Tunis les débats de la commission générale du dialogue euro-arabe, qui doivent se poursuivre durant trois jours. Vingt Etats arabes et les neuf pays de la Communauté européenne participent à cette session, qui fait suite à une première réunion tenue en mai 1976 à Luxembourg.

Dans le discours prononcé lors de la séance inaugurale, M. Ismail Khelil, ambassadeur de Tunisie à Bruxelles et porte-parole de la partie arabe, a annoncé qu'aucun progrès ne pourrait se faire dans le domaine de la coopération économique et technique en l'absence de progrès sur l'aspect politique du dialogue. L'orateur, qui a consacré la quasi-totalité de son intervention à la question du Proche-Orient, a longuement dénoncé la politique israélienne, « basée sur le maintien de l'occupation de territoires arabes » et caractérisée par « une course folle aux armements ».

M. Khelil a reconnu qu'aux Nations unies les pays de la C.E.E. avaient pris certaines positions « positives », mais il a relevé aussi le fait que la Communauté avait conduit le 8 février de nouvelles négociations avec Israël, contribuant ainsi au développement de ce pays.

Le porte-parole arabe a constaté également que la C.E.E. n'avait entrepris aucune action pour faire appliquer deux des principes qu'elle avait admis lors de la précédente session du dialogue : l'indivisibilité de l'occupation de territoires arabes et la nécessité de l'évacuation de ces territoires occupés.

M. Khelil a conclu son discours par trois propositions : instauration d'une consultation euro-arabe aux Nations unies, création d'un comité politique du dialogue euro-arabe et participation du

UN PARLEMENTAIRE AMERICAIN RENCONTRE LES DIRIGEANTS DE LA HAVANE

La Havane (A.F.P., Reuters). — M. Bingham, représentant démocrate de New York, est arrivé jeudi 10 février à La Havane pour une visite de cinq jours, au cours de laquelle il étudiera les possibilités d'une amélioration des relations américano-cubaines, qui restent tendues depuis les deux parties de l'été 1976.

M. Bingham devrait échanger avec les dirigeants cubains les questions liées à la levée éventuelle de l'embargo américain sur les relations commerciales avec Cuba, la renégociation du traité sur la piraterie signée entre les deux pays, mais que Cuba a dénoncé, et le projet cubain de construction d'usines nucléaires.

Le département d'Etat a d'autre part qualifié jeudi de « positif » les propos de M. Fidel Castro recueillis à La Havane par M. Bill Moyers, correspondant de la chaîne de télévision américaine C.B.S. M. Castro, au cours de cette interview, fait l'éloge de M. Carter.

En Espagne

COMMUNISTES ET SOCIALISTES PRÉSENTENT LEURS DEMANDES DE LÉGALISATION

Madrid (A.F.P.). — Le P.C.E. pourrait déposer dès vendredi 11 février sa demande de législation au ministère de l'Intérieur. Selon un porte-parole du parti, le dossier sera déposé après une réunion avec les divers organismes de la chaîne de télévision américaine C.B.S. M. Castro, au cours de cette interview, fait l'éloge de M. Carter.

Ce porte-parole s'est étonné de la « médiocrité » de la fraction dite « historique » de ce même parti. Les « historiques » affirment avoir présenté les premiers leur demande de législation. La presse madrilène de jeudi précise en revanche que le P.S.O.E. renouva à été le premier à s'inscrire en accord avec les normes du décret du 8 février 1977. Le premier parti reconnu conserva l'appellation de parti socialiste ouvrier espagnol. L'autre devra changer de nom.

■ **Débat supplémentaire pour le paiement des impôts locaux.** — Les impôts locaux (taxes foncières ou taxes d'habitation), exigibles le 15 février, pourront être acquittés sans majoration jusqu'au 31 mars, vient de décider M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances.

■ **Le Japon augmente ses prix.** — Les Japonais ont informé leurs partenaires européens qu'ils augmenteraient immédiatement le prix à l'exportation des navires qu'ils construisent, dans une proportion allant de 5 à 10 %. M. Muneto Sasahaki, chef de la délégation japonaise aux conversations qui viennent de se tenir à F.O.C.E., a expliqué qu'il y avait au Japon un consensus général sur les propositions du gouvernement de Tokyo qui visent à rééquilibrer le marché mondial de la construction navale.

La date de la visite de M. Brejnev à Paris reste incertaine

La visite que M. Brejnev devait faire à Paris à la fin du premier semestre (en mai ou en juin 1977), avait été M. Giscard d'Estaing au début de ce mois, sera-t-elle ajournée ? Les rumeurs qui circulent en ce sens ne sont pas confirmées dans les milieux français autorisés, où on les juge pour le moins prématurées. M. Tchernomouk, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, doit regagner son poste la semaine prochaine, indiquant, après des vacances de près de deux mois dans son pays, il revient porteur d'un message de M. Brejnev à M. Giscard d'Estaing et a demandé pour cette raison une audience au président de la République, qui le recevra à son retour du Mali la semaine prochaine. Il convient donc d'attendre les résultats de cette entrevue, qui portera sans doute sur le projet de voyage en France du secrétaire général du P.C. soviétique. On notera à ce propos que le voyage que M. Brejnev devait faire auparavant en Allemagne fédérale a été lui aussi reporté. Prévu d'abord pour l'automne 1976 puis pour le début de cette année, il n'est guère envisagé par les Allemands avant le début de l'été.

M. Tchernomouk pourrait aussi évoquer à son retour à Paris ce que les Soviétiques appellent un « campagne » hostile à l'U.R.S.S. déclenchée dans la presse et autres médias. La fait est que l'irritation des dirigeants du Kremlin devant l'intérêt porté par l'opinion occidentale aux dissidents soviétiques a eu des retombées non seulement dans la presse de Moscou, — qui a vivement attaqué les journaux ouest-allemands et américains, notamment, — mais aussi sur le plan diplomatique, dans la mesure où les représentants de l'U.R.S.S. ont tendance, comme auparavant, à rendre les gouvernements des pays occidentaux responsables des « excès » commis par leur presse. Des démarches en ce sens ont été faites auprès de divers gouvernements dans les pays de l'atlantique et, semble-t-il, également à Paris. — M. T.

HAUSSE PROGRESSIVE DE 6,5 % DES TRANSPORTS ROUTIERS

Les tarifs des transports routiers de marchandises et de voyageurs pourront augmenter en 1977 de 6,5 %. Ces augmentations seront progressives et se feront par étapes. Ainsi, les tarifs de transports de marchandises pourront augmenter de 3,8 % jusqu'au 30 juin ; ceux des transports urbains de voyageurs de 4 % jusqu'au 1^{er} juillet.

Les tarifs de la navigation intérieure seront majorés immédiatement de 5,1 % et, au total, de 7,5 % entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre.

Quant aux prix des transports publics, ils restent, on le sait, bloqués jusqu'au 1^{er} avril 1977.

MANDAT D'ARRÊT CONTRE M. FRITZ SCHLUMPF

Un mandat d'arrêt avait été lancé par M. Bernard Perret, juge d'instruction à Mulhouse, contre M. Fritz Schlumpf, soixante-dix ans, industriel suisse, ancien propriétaire avec son frère Hans d'un important groupe laitier en France, comprenant notamment trois usines en Alsace. Les deux frères Schlumpf avaient, au mois de juin dernier, abandonné leurs usines industrielles dans leurs entreprises, en laissant un passif important.

Une information avait été ouverte par le parquet de Mulhouse après des plaintes déposées par les comités d'entreprise des établissements du groupe pour « abus de biens sociaux ». De plus, la chambre commerciale du tribunal de grande instance avait ordonné la saisie conservatoire du musée d'automobiles construit par M. Fritz Schlumpf et estimé à environ 100 millions de francs (le Monde) du 10 octobre 1976). Depuis le 2 octobre 1976, MM. Hans et Fritz Schlumpf ont trouvé refuge à Rome.


M. RAYMOND GERNEZ, MAIRE DE CAMBRAI QUITTE LE PARTI SOCIALISTE

(De notre correspondant.)
Lille. — M. Raymond Gernez, maire de Cambrai, conseiller régional, vient de donner sa démission du parti socialiste. Dans une lettre adressée à la fédération du Nord, M. Gernez déclare : « Sans aucun doute M. Mitterrand est un homme capable et même très habile, même supérieurement habile, mais ce n'est pas suffisant pour les milieux courtois et modestes. C'est pourquoi il y a un malaise, et il ressentent une profonde inquiétude. Ils constatent que le P.S. est infesté de prétendus « intellectuels » aux dents longues qui tentent de masquer leur fringale d'arriérisme par une démagogie outrancière ».

M. Gernez s'était déjà prononcé contre l'alliance socialo-communiste et s'était démis, il y a quelques mois, de ses responsabilités à la section de Cambrai. Il avait adhéré à l'âge de seize ans aux Jeunesses socialistes et avait été élu député en 1936. Il avait été battu aux élections législatives de 1973 et, l'an dernier, n'avait pas obtenu le renouvellement de son mandat de conseiller général. — G. S.

Breguet

AU NORD ET A L'EST DE PARIS

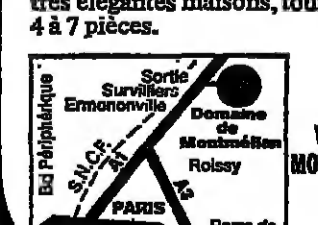


Domaine de Montmélian

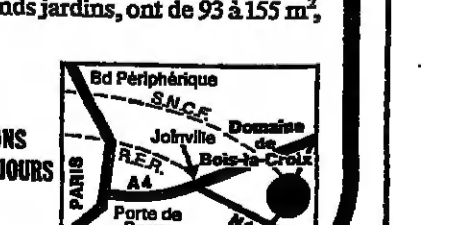
A 25 km de Paris, à 2 km d'une sortie de l'autoroute A1, tout près de la célèbre forêt d'Ermenouville, voici le Domaine qui, au Nord, présente le plus d'atouts majeurs : jardins 700 à 1 800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles. Ses 5 modèles de luxueuses maisons ont de 135 à 278 m².

Domaine du Bois la Croix

A 18 km de Paris par l'autoroute A4 et la N4, à Pontault-Combault même, au grand calme, en lisière de son parc privé de 18 ha et de ses tennis, voici un Domaine proche de la gare et des magasins. Ses 5 modèles de très élégantes maisons, toutes dans de grands jardins, ont de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces.



VISITE DES MAISONS
MODELES TOUTS LES JOURS
DE 10 A 19H.



Direction Nancy

DOMAINE DE MONTMELIAN 95470 SAINT-WITZ (Tél. 47.56.55)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 025.64.63)

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,60 à 12,20%


taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 60147 B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)



Inscrivez sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

Le numéro du « Monde » daté 11 février 1977 a été tiré à 572 159 exemplaires.

RENTÉE QUINZIÈME ANNÉE — N° 9966

L'Éthiopie équiperait ses milices d'armes de provenance du marché socialiste

PREMIÈRE PAGE 4

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Francisco Franco, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le général Franco n'a pas été libéré par le cabinet.

Le Portugal et l'Europe

Le premier ministre portugais, Mario Soares, a déclaré jeudi 10 février, lors d'une conférence de presse, que le Portugal n'a pas été libéré par le cabinet.

La libération et du général n'a pas été par le cabinet</